

ANNONCE

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 25 janvier 2026 / 6 chaabane 1447 - N° 4007 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt CHERBAL ABDELMAJID "ANTAR"

www.dknews.dz

e-mail: contact@dknews.dz



19^E SESSION DU BUREAU EXÉCUTIF DE LA CONFÉRENCE
DES JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES AFRICAINES

**Le président de la République Tebboune
appelle à bâtir une Afrique forte
par le droit et les institutions**

P.3

29^E SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES
ARABES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
ET DE L'INFORMATION

**L'Algérie expose sa vision au
Conseil des ministres arabes
des télécommunications
au Caire**

P.24

RÉVISIONS CONSTITUTIONNELLE ET ÉLECTORALE

Le gouvernement expose une feuille de route pour consolider l'État de droit

Lors d'une réunion consacrée aux projets de révision technique de la Constitution et de la loi organique relative au système électoral, tenue samedi dernier, le Premier ministre Sifi Ghrieb a présenté une lecture d'ensemble des propositions soumises, en en détaillant les objectifs, la portée et les implications institutionnelles. Cette rencontre, pensée comme un espace d'explication et de pédagogie, s'inscrit dans une démarche visant à éclairer les participants sur les fondements des réformes et sur leur impact attendu sur l'architecture démocratique du pays. Au cœur de son intervention, le Premier ministre a souligné que ces ajustements traduisent une volonté affirmée de l'État de poursuivre le renforcement du parcours démocratique national.

P.3



HYDROCARBURES

**L'Algérie et le Tchad
scellent un partenariat
stratégique à travers trois
accords majeurs**

P.6

COMMUNICATION

**Bouamama appelle les journalistes
intéressés par les questions
éducatives à s'adapter aux
exigences de développement
du système éducatif**

P.4

DIFFUSION PAR "FRANCE 2" DE
CONTRE-VÉRITÉS OFFENSANTES
ET PROVOCATRICES

**Le Chargé d'affaires de
l'ambassade de France
à Alger convoqué au MAE**

P.4

SANTÉ

**CHEVEUX
Agir dès l'été,
pour prévenir
la chute
d'automne**

Pp 12-13

FOOTBALL

**LIGUE 2 AMATEUR
(17^E JOURNÉE)
La JS El-Biar
creuse l'écart,
l'US Biskra sous
pression**

P.22



ORAN

**Ouverture
de l'exposition
artistique
collective
"De sous les
décombres, Ghaza
en couleurs"**

P.17

MÉDIAS

**Le ministère de
la Communication
adresse une mise
en demeure au
quotidien El Watan
suite à la publication
d'une information
trompeuse**

P.2

MÉDIAS

Le ministère de la Communication adresse une mise en demeure au quotidien El Watan suite à la publication d'une information trompeuse



Le ministère de la Communication a adressé, jeudi, une mise en demeure au quotidien El Watan de se conformer immédiatement aux procédures prévues par la loi, suite à la publication d'une information trompeuse sur le nouveau Code de la route, indique un communiqué du ministère.

Le ministère a estimé que la publication par le quotidien francophone El Watan, dans son numéro 10731 paru jeudi 22 janvier 2026, d'une information en manchette de sa une et d'un article en page quatre (4), sous le titre : Les Sénateurs disent "non" au nouveau Code de la route, constitue "une information erronée et trompeuse pour l'opinion publique, dénuée de fondement", comme l'a souligné le communiqué publié par le Conseil de la nation à ce sujet, et "une violation flagrante et manifeste des dispositions de la loi organique du 27 août 2023 relative à l'information, notamment ses articles 3, 20 et 35".

"Conformément aux dispositions des articles 68 et 71 de la loi n 23-19 du 2 décembre 2023 relative à la presse écrite et électronique, et sur la base de la notification émanant du Conseil de la nation, le ministère de la Communication a adressé une mise en demeure au quotidien El WATAN de se conformer immédiatement aux procédures prévues par la loi, de même qu'il se réserve le plein droit de prendre les mesures nécessaires en cas de non-respect", ajoute la même source.

MÉTÉO

Vents forts, aujourd'hui, sur quelques wilayas du pays



Des vents forts, parfois en rafales, avec de fréquents soulèvements de sable réduisant localement la visibilité, notamment sur le Sud, souffleront sur quelques wilayas, aujourd'hui et demain, a indiqué hier, un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de météorologie.

De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Naama, El Bayadh, Laghouat, Djelfa, M'Sila et Ouled Djellal, avec une direction et force des vents nord-ouest 60/70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h en rafales.

TIPASA

70 exposants à la 20^e édition du Salon des agrumes



Soixante-dix exposants ont pris part à la 20^{ème} édition du Salon des agrumes, organisée annuellement par la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Tipasa, en coordination avec la direction locale du secteur.

À l'ouverture de cette édition, organisée sous le slogan "Valorisation, développement et défis", et supervisée par le wali, Mohamed Amine Benchaoualia, des contrats de concession ont été remis à titre symbolique à plusieurs agriculteurs, dans le cadre de la politique visant la valorisation du foncier agricole et la promotion d'un investissement productif et durable, a indiqué le secrétaire général de la Chambre d'agriculture locale, Farid Dahmani.

A cette occasion, M. Dahmani a appelé les agriculteurs bénéficiaires à redoubler d'efforts afin d'améliorer l'exploitation des terres et d'augmenter la production en quantité et en qualité, de manière à renforcer la place de choix occupée par la filière des agrumes à Tipasa, considérée parmi les premières wilayas du pays dans ce domaine.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Oran : un mort et six blessés dans un accident de la route

ORAN, 23 jan 2026 (APS) - Une personne a trouvé la mort et six autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, vendredi, sur la route nationale au niveau de la commune de Bethioua (Est d'Oran), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Les mêmes services sont intervenus à 7h47 à la suite d'une collision entre une voiture et un autobus sur la route nationale n 13, dans la commune de Bethioua. L'accident a causé le décès d'un homme âgé de 35 ans, dont la dépouille a été transférée à la morgue, selon la même source.

L'accident a également fait six blessés présentant des traumatismes divers. Les victimes ont reçu les premiers secours avant d'être évacués vers l'hôpital local, précise-t-on.

SKIKDA

Décès de 5 personnes suite à une intoxication au monoxyde de carbone à Aïn Bouziane

Cinq membres d'une même famille sont décédés à la suite d'une intoxication au monoxyde de carbone émanant du chauffage d'une maison individuelle, située au quartier Mohamed Zibouche dans la commune d'Aïn Bouziane (sud-ouest de Skikda), a-t-on appris vendredi auprès de la direction de wilaya de la Protection civile (PC).

La même source a indiqué que les agents de l'unité secondaire de la Protection civile de la commune de Sidi Mezghiche sont intervenus vers 10h25 ce matin sur les lieux de l'incident, où cinq personnes (deux hommes, deux femmes et un enfant), âgées entre 13 et 73 ans, ont été retrouvées mortes.

La même source a ajouté que les corps des victimes ont été évacués vers la morgue de l'hôpital d'El Harrouh.

Horaire des prières



Fajr : 06h26
Dohr : 13h00
Asr : 15h44
Maghreb : 18h04
Isha : 19h29

MÉTÉO

Alger	: 15°	11°
Oran	: 14°	10°
Annaba	: 14°	10°
Béjaïa	: 13°	10°
Tamanrasset	: 20°	10°

EDUCATION

Plus d'un million de candidats inscrits au concours de recrutement des enseignants (ministre)

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohamed Seghir Sadaoui, a révélé, samedi à Alger, l'inscription de 1.065.000 candidats pour concourir à 40.500 postes dans le cadre du concours de recrutement des enseignants.

Dans une déclaration à la presse, en marge des travaux d'une journée de formation au profit des journalistes spécialisés dans les questions éducatives, organisée par le ministère de la Communication en partenariat avec le ministère de l'Education nationale, M. Sadaoui a précisé que "1.065.000 candidats sont inscrits pour concourir à 40.500 postes", soulignant que l'opération de recrutement est soumise à un système numérique intégré garantissant la transparence et l'égalité des chances, à travers la possibilité offerte aux candidats de suivre leurs dossiers et de corriger toute insuffisance dans les délais impartis. Le classement et la notation des candidats se font de manière automatique, selon des critères précis, en vue d'attirer des compétences qualifiées parmi les titulaires de diplômes formés dans les Ecoles normales supérieures (ENS), les universités ou les instituts, afin de contribuer au processus éducatif, a-t-il ajouté.

CONSTANTINE

Trois membres d'une même famille victimes du monoxyde de carbone

Un drame poignant a endeuillé la wilaya de Constantine, où trois membres d'une même famille ont trouvé la mort suite à une asphyxie au monoxyde de carbone.

L'accident s'est produit dans la nuit de mercredi à jeudi à la cité Chaâbet Ressaas, selon les informations communiquées par la direction de la Protection civile. Les victimes sont une mère âgée de 30 ans et ses deux enfants, âgés respectivement de cinq ans et de deux ans et demi.

L'intoxication serait due à l'inhalation de gaz émanant d'un chauffe-bain défectueux.

Les corps ont été transférés à la morgue du CHU Benbadis, tandis qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

Abed MEGHIT

BISKRA

435 foyers raccordés au réseau de gaz à Laghrou et 228 lots au réseau d'électricité à Foughala

Pas moins de 435 foyers de la commune de la Laghrou (wilaya de Biskra) ont été raccordés samedi au réseau d'approvisionnement en gaz naturel et 228 lots de terrain au réseau d'alimentation en électricité, dans la commune de Foughala. Selon les explications données par le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Djamel Mekhlouf, au chef de l'exécutif de wilaya, Lakhdar Sedas, qui a supervisé l'opération, le projet de raccordement au réseau de gaz des habitations du lotissement social situé dans la zone d'expansion urbaine Nord de la commune de Laghrou a mobilisé plus de 27 millions DA du trésor public pour la réalisation dans un délai de 180 jours d'un réseau de canalisations de 10 km linéaires.

Le même responsable a précisé que le coût des travaux de raccordement du lotissement social de 228 lots de la commune de Foughala a dépassé 67 millions DA, ce qui a permis l'installation de 5 transformateurs électriques et un réseau de lignes de 6.891 mètres linéaires dans un délai de 89 jours.

19^E SESSION DU BUREAU EXÉCUTIF DE LA CONFÉRENCE DES JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES AFRICAINES

Le président de la République Tebboune appelle à bâtir une Afrique forte par le droit et les institutions

En plaidant pour une « Afrique des institutions », le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a livré à Alger un message à la portée à la fois juridique, politique et stratégique, traçant les contours d'une vision africaine fondée sur la primauté du droit, la solidité des institutions et la souveraineté constitutionnelle.

Par Abed MEGHIT

À l'occasion de l'ouverture des travaux de la 19^e session du Bureau exécutif de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines (CJCA), le chef de l'État a adressé un message aux gardiens des Constitutions du continent, message lu en son nom par la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Asslaoui.

Un message dense, structurant, qui s'inscrit dans une doctrine claire : l'indépendance politique ne peut être pleinement effective sans un socle institutionnel solide, garanti par une justice constitutionnelle forte et crédible.

Le président de la République a affirmé avec force que l'Algérie attache une importance capitale au renforcement de la justice constitutionnelle africaine, qu'il considère comme l'un des piliers essentiels de la stabilité, de la paix et du développement durable sur le continent.

Pour Abdelmadjid Tebboune, la justice constitutionnelle ne relève pas d'un luxe institutionnel réservé aux États stabilisés, mais constitue au contraire un préalable indispensable à toute construction politique et économique viable.

Elle est, selon ses termes, la garante de la suprématie de la Constitution, de l'équilibre entre les pouvoirs, de la protection effective des droits et libertés et, in fine, de la confiance des citoyens et des investisseurs dans l'État.

Avant de déployer cette vision à l'échelle continentale, le Président a tenu à rappeler l'expérience nationale algérienne, mettant en exergue la dynamique engagée depuis la révision constitutionnelle de 2020.

Il a salué les efforts soutenus de la Cour constitutionnelle algérienne, notamment dans le domaine de la diffusion de la culture constitutionnelle.

Cette mission, a-t-il souligné, dépasse largement le cadre juridique stricto sensu pour s'inscrire dans un projet de société visant à renforcer le sens de la citoyenneté et l'adhésion populaire à l'État de droit.

La formation, la sensibilisation et l'ouverture de la Cour sur les institutions et la société civile traduisent, selon lui, une conviction profonde : la stabilité d'un pays repose sur l'appropriation de ses lois par le peuple, et non sur leur simple proclamation.

Le président Tebboune a insisté sur le



fait que la diffusion de la culture des droits et des libertés, lorsqu'elle est ancrée dans la pratique quotidienne, contribue directement au renforcement de la stabilité politique et à l'enracinement de la pratique démocratique.

Cette approche pédagogique et inclusive du droit constitutionnel constitue, à ses yeux, un rempart contre les dérives institutionnelles et les crises de légitimité qui fragilisent de nombreux États.

C'est dans cette même logique que s'inscrit le choix de l'Algérie comme siège permanent de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines.

Loin d'un simple geste protocolaire, cette décision revêt une portée symbolique et stratégique majeure.

Le président de la République a exprimé sa reconnaissance envers les chefs d'État et les juridictions constitutionnelles africaines pour la confiance placée en l'Algérie, soulignant que ce choix consacre l'engagement constant du pays en faveur du renforcement de la justice constitutionnelle africaine.

L'Algérie, a-t-il affirmé, entend offrir à cette instance continentale un espace propice à l'échange d'expériences, à la coopération juridictionnelle et à l'ancrage durable de la primauté du droit à l'échelle africaine.

Fidèle à sa doctrine de politique étrangère, fondée sur la solidarité, le non-alignement et le respect de la souveraineté des États, le président Tebboune a réitéré l'engagement de l'Algérie aux côtés des nations africaines dans les domaines politique, ju-

ridique, institutionnel et de développement. Cette solidarité, a-t-il précisé, ne vise pas une assistance conjoncturelle, mais s'inscrit dans une vision émancipatrice à long terme, où les peuples africains disposent des outils institutionnels nécessaires pour bâtir des États souverains, stables et résilients.

Le chef de l'État a accordé une place centrale aux institutions constitutionnelles, qu'il a qualifiées de garantes fondamentales de la suprématie de la Constitution, de l'indépendance des pouvoirs et de la protection des droits et libertés.

Mais l'originalité et la profondeur de son message résident surtout dans la corrélation explicite qu'il établit entre la sécurité juridique et l'émergence économique du continent.

Abdelmadjid Tebboune a ainsi inscrit la tenue de cette session de la CJCA dans le prolongement direct des grandes manifestations économiques continentales récemment accueillies par Alger, telles que la Foire commerciale intra-africaine et le Congrès africain des start-up.

Ce rapprochement n'est pas fortuit. Il traduit une vision intégrée du développement africain, où l'investissement, l'innovation et la croissance économique ne peuvent prospérer sans un environnement juridique stable, prévisible et équitable.

Le président de la République a souligné que ces événements économiques constituent deux piliers essentiels pour stimuler la croissance et encourager l'innovation sur le continent, mais que leur impact reste

indissociable de l'ancrage de l'État de droit et du renforcement de la coopération en matière de justice constitutionnelle.

Selon cette approche globale, il n'existe pas de développement durable sans institutions solides, ni d'économie compétitive sans justice fiable.

Le droit devient alors un levier stratégique, un facteur de confiance et un catalyseur d'investissement.

Le président Tebboune a insisté sur le lien étroit entre l'innovation, l'investissement, la construction d'institutions constitutionnelles fortes et la garantie de la souveraineté de la loi.

Ce lien, a-t-il affirmé, est au cœur de la stabilité institutionnelle et du développement durable à l'échelle continentale.

Face aux défis multiples auxquels sont confrontés de nombreux pays africains – crises politiques, mutations institutionnelles, pressions économiques et sociales – le chef de l'État a proposé le droit comme rempart et la concertation comme méthode.

Il a appelé au renforcement de la coopération entre les juridictions constitutionnelles africaines, à l'échange d'expériences et à la mutualisation des bonnes pratiques, estimant que cette dynamique collective constitue un pilier fondamental pour préserver la suprématie des Constitutions et accompagner les transformations profondes que connaissent les sociétés africaines.

Dans un contexte marqué par des turbulences régionales et internationales, Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé que la stabilité ne peut être durable que si elle repose sur des institutions légitimes, crédibles et respectées.

La justice constitutionnelle, dans cette perspective, apparaît comme un instrument de régulation, de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Concluant son message sur une note d'optimisme, le président de la République a salué les efforts constants de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines au service de la justice constitutionnelle, exprimant sa confiance dans la capacité de cette instance à contribuer à l'édification d'une Afrique souveraine, stable et tournée vers l'avenir.

Une Afrique où le droit n'est pas seulement proclamé, mais incarné, appliqué et protégé par des institutions fortes, au service exclusif des peuples du continent.

RÉVISIONS CONSTITUTIONNELLE ET ÉLECTORALE

Le gouvernement expose une feuille de route pour consolider l'État de droit

Par Abed MEGHIT

Lors d'une réunion consacrée aux projets de révision technique de la Constitution et de la loi organique relative au système électoral, tenue samedi dernier, le Premier ministre Sifi Ghrieb a présenté une lecture d'ensemble des propositions soumises, en en détaillant les objectifs, la portée et les implications institutionnelles.

Cette rencontre, pensée comme un espace d'explication et de pédagogie, s'inscrit dans une démarche visant à éclairer les participants sur les fondements des réformes et sur leur impact attendu sur l'architecture démocratique du pays.

Au cœur de son intervention, le Premier ministre a souligné que ces ajustements traduisent une volonté affirmée de l'État de poursuivre le renforcement du parcours démocratique national.

Il a rappelé que l'ambition des révisions proposées est de consolider l'État de droit sur des bases solides, tout en assurant un développement continu et cohérent du système juridique.

Dans cette perspective, les réformes ne sont pas présentées comme une rupture, mais comme un approfondissement raisonné des acquis institutionnels, dans un esprit de stabilité et d'efficacité.

Sifi Ghrieb a mis en exergue la place centrale de la Constitution de 2020, qualifiée d'initiative historique et d'acquis na-

tional majeur. Selon lui, ce texte fondateur constitue un pilier essentiel du processus démocratique, ayant permis de renforcer la primauté du droit et de consolider les institutions de l'État.

Il a insisté sur le fait que les garanties constitutionnelles relatives aux libertés et aux droits ont favorisé une dynamique politique plus fluide, tout en rehaussant le rôle de la société civile dans la participation au débat public et au processus décisionnel.

Abordant la question de l'équilibre des pouvoirs, le Premier ministre a rappelé qu'il s'agit d'un principe cardinal du développement constitutionnel.

Le maintien de cet équilibre est, selon lui, indispensable à la stabilité institutionnelle et à la crédibilité des réformes.

C'est dans ce cadre qu'il a précisé la répartition des rôles en matière électorale, indiquant que les aspects matériels et logistiques des élections relèveraient du ministère de l'Intérieur.

Cette organisation vise à garantir la disponibilité de l'ensemble des moyens nécessaires au bon déroulement des scrutins, dans des conditions d'efficacité et de rigueur.

Parallèlement, Sifi Ghrieb a tenu à souligner que l'Autorité nationale indépendante des élections demeurerait pleinement habilitée à exercer ses missions constitutionnelles de supervision et de contrôle.

Cette articulation des compétences est présentée comme un gage de transparence et de crédibilité du processus élec-

toral, en conformité avec les principes consacrés par la Constitution. Elle reflète la volonté des pouvoirs publics de concilier une organisation efficiente avec des mécanismes de contrôle indépendants, afin de renforcer la confiance des citoyens.

Le Premier ministre a également insisté sur la dimension collective du succès des réformes.

Il a rappelé que leur aboutissement dépend de l'engagement responsable de l'ensemble des acteurs concernés, des institutions aux partis politiques, en passant par la société civile et les médias.

Dans ce sens, il a appelé à un dialogue national constructif, fondé sur l'intérêt supérieur du pays et sur une approche participative.

Le gouvernement, a-t-il assuré, demeure ouvert aux propositions et aux contributions susceptibles d'enrichir le processus, dans le respect du cadre constitutionnel.

En conclusion, Sifi Ghrieb a souligné que le projet de révision technique s'inscrit dans la continuité du renforcement institutionnel engagé cinq ans après l'adoption de la Constitution de 2020.

L'objectif affiché est de conforter la stabilité politique, de consolider la transparence des mécanismes démocratiques et de soutenir le processus de développement national.

À travers cette démarche, les autorités entendent affirmer une vision réformatrice graduelle, fondée sur la cohérence juridique, l'efficacité institutionnelle et le dialogue, au service d'une gouvernance modernisée et d'un État de droit renforcé.

PRÉSERVER LE PATRIMOINE MONDIAL

La jeunesse algérienne au cœur d'une dynamique nationale portée par l'innovation et l'engagement

Par Abed MEBGHIT

Alger a abrité, jeudi dernier, la cérémonie de clôture de la Caravane nationale dédiée au rôle de la jeunesse dans la préservation des sites classés au patrimoine mondial en Algérie, une initiative d'envergure présidée par le ministre de la Jeunesse, Mustapha Hidaoui, en présence de plusieurs membres du Gouvernement et d'acteurs du monde culturel et associatif.

Cette caravane, qui s'inscrit dans le cadre du programme d'action annuel du Conseil supérieur de la jeunesse pour la période 2025-2026, a parcouru sept wilayas sur une durée de sept mois, faisant de la capitale Alger sa dernière étape. Elle a constitué un espace de sensibilisation, de formation et d'échange, visant à renforcer l'implication des jeunes dans la protection, la valorisation et la promotion du patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie.

Dans son allocution, M. Hidaoui a souligné que cette initiative traduit une vision stratégique fondée sur la conviction que la jeunesse représente le levier essentiel de la préservation de l'identité nationale et de la transmission de la mémoire collective. Il a mis en avant l'importance d'ancrer les valeurs patrimoniales chez les jeunes générations, tout en développant leurs compétences dans des domaines liés à la culture, à l'économie créative et à l'innovation. Le ministre a rappelé que la caravane a réussi à mobiliser un large éventail de jeunes issus de différentes régions du pays, favorisant leur engagement actif dans des actions de terrain, des ateliers de formation et des débats autour des enjeux liés à la sauvegarde des sites classés au patrimoine mondial.

Cette dynamique a permis de renforcer le sentiment d'appartenance nationale et d'encourager une approche participative de la préservation du patrimoine. Un accent particulier a été mis sur le concept d'économie culturelle et patrimoniale, présenté comme un vecteur promoteur de développement durable. À travers cette approche, la caravane a mis en lumière les capacités d'innovation des jeunes et les opportunités offertes par la création de start-up et de micro-entreprises spécialisées dans la valorisation du patrimoine, la numérisation des sites historiques et la production de contenus culturels. Intervenant lors d'une séance de débat, le ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a affirmé que le patrimoine algérien constitue le socle de l'identité nationale et un élément fondamental de la cohésion sociale. Elle a salué l'engagement croissant de la jeunesse dans la sauvegarde, notamment à travers les outils numériques, la sensibilisation citoyenne et l'esprit d'initiative.

Elle a également invité les jeunes porteurs de projets à soumettre leurs propositions relatives au patrimoine immatériel, assurant qu'elles bénéficieront d'un accompagnement institutionnel et d'un soutien à leur concrétisation. Pour sa part, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a insisté sur l'importance stratégique du numérique dans la création culturelle contemporaine. Il a souligné que l'investissement dans la culture représente un levier puissant pour une croissance durable, capable de générer de la valeur économique tout en préservant l'authenticité du patrimoine national.

Le ministre a appelé à l'adoption de nouveaux outils et supports, tels que le cinéma, le théâtre scolaire et les caravanes culturelles, afin de s'adapter à l'évolution des modes de consommation culturelle chez les jeunes.

Il a rappelé que l'État a mis en place des mécanismes de soutien et d'orientation au profit de tout jeune porteur d'idée ou de projet culturel, les invitant à saisir ces opportunités pour transformer leurs initiatives en projets concrets.

La cérémonie de clôture a été marquée par l'organisation d'un concours récompensant les trois meilleures vidéos réalisées par des créateurs de contenu, sélectionnées parmi six productions mettant en valeur les étapes marquantes de la caravane ou assurant la promotion des sites archéologiques algériens.

DIFFUSION PAR "FRANCE 2" DE CONTRE-VÉRITÉS OFFENSANTES ET PROVOCATRICES

Le Chargé d'affaires de l'ambassade de France à Alger convoqué au MAE

Le Chargé d'affaires de l'ambassade de France à Alger a été reçu, ce hier, au siège du ministère des Affaires étrangères (MAE), consécutivement à la diffusion par la chaîne publique "France 2" de ce qui est abusivement présenté comme un documentaire, mais qui n'est en réalité qu'un tissu de contre-vérités profondément offensantes et inutilement provocatrices", indique un communiqué du ministère.

La convocation du diplomate français est intervenue consécutivement à la diffusion par la chaîne publique "France 2" de ce qui est abusivement présenté comme un documentaire, mais qui "n'est en réalité qu'un tissu de contre-vérités profondément offensantes et inutilement provocatrices", précise la même source. Il a été fait observer au diplomate français l'extrême gravité de ce qui suit : Premièrement : La responsabilité d'une chaîne de service public français dans cette véritable agression contre l'Etat algérien, ses institutions et ses symboles.

Une agression que cette chaîne publique ne se serait jamais autorisée sans la complicité ou à tout le moins l'assentiment de sa tutelle publique. Deuxièmement : Contrairement à toutes les



pratiques et coutumes diplomatiques, la contribution de l'ambassade de France à Alger et celle de l'ambassadeur personnellement à l'animation de cette campagne outrageante menée par cette chaîne publique renforce le sentiment que celle-ci a bénéficié d'une

onction de services officiels français.

Troisièmement : L'agissement de la chaîne française en cause représente une nouvelle étape dans l'escalade des menées anti-algériennes que des milieux officiels français entretiennent à des fins de maintien

des relations algéro-françaises dans un état de crise permanent. Quatrièmement : Le Gouvernement algérien condamne avec une extrême vigueur l'émission en cause et la teneur inqualifiable des accusations et des offenses qu'elle véhicule à propos de l'Etat algérien et de ses institutions.

De même, le Gouvernement algérien exprime sa très forte désapprobation de l'implication de l'ambassadeur de France à Alger dans la commission d'actes manifestement contraires à l'exercice de sa mission telle que codifiée par les lois et consacrée par les coutumes internationales.

Enfin, il a été notifié au diplomate français que le Gouvernement algérien se réserve le droit de donner toutes les suites qu'appelle la gravité de tels agissements.

COMMUNICATION

Bouamama appelle les journalistes intéressés par les questions éducatives à s'adapter aux exigences de développement du système éducatif

Le ministre de la Communication, Zohair Bouamama a appelé, hier, la presse nationale spécialisée dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement à s'adapter avec professionnalisme aux exigences de la nouvelle phase, en adéquation avec les objectifs ambitieux fixés par les pouvoirs publics pour promouvoir la qualité de la performance scolaire.

Dans son allocution à l'ouverture d'une journée de formation au profit des journalistes intéressés par les questions éducatives, organisée au siège du ministère de la Communication, en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, M. Bouamama a souligné que la presse nationale spécialisée dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, qui a accompagné ce secteur sensible dès le début, est appelée aujourd'hui à s'adapter aux exigences de la nouvelle phase avec un haut professionnalisme en adéquation avec les objectifs ambitieux fixés par les pouvoirs publics pour promouvoir la qualité de la performance scolaire et renforcer la réforme du système éducatif conformément aux défis de l'heure.

Les médias spécialisés dans le domaine de l'éducation revêtent une grande importance dans la sensibilisation face aux défis auxquels est confronté le système éducatif, a-t-il souligné. À cet égard, le ministre a ajouté que ces médias présentent plusieurs caractéristiques qui exigent, de la part des producteurs de contenus spécialisés, une connaissance exacte des sujets traités, compte tenu de la sensibilité de ce domaine, soulignant qu'il ne s'agit pas simplement de rédiger des articles, mais de traiter des dossiers qui se recoupent parfois avec le processus pédagogique et ses spécificités, les programmes scolaires et leurs contenus, sans oublier les questions liées à la sécurité

de l'éducation et ses implications.

À l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'éducation, M. Bouamama a mis l'accent sur les efforts considérables déployés par l'Etat algérien dans ce secteur stratégique, saluant les acquis réalisés et le saut qualitatif qui ont permis à l'Algérie d'occuper des places éminentes au niveau régional et continental.

Pour sa part, le ministre de l'Éducation nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a rappelé l'importance de l'accompagnement des médias au secteur de l'Éducation nationale, insistant sur l'ouverture de son département aux médias pour fournir les données nécessaires et garantir un traitement serein des différents dossiers du secteur.

Il a ajouté que cet accompagnement contribue à réaliser une harmonie entre les communautés éducatives et médiatiques, en permettant aux médias de comprendre les politiques du secteur, favorisant ainsi un débat conscient sur les questions éducatives. Le ministre de l'Éducation nationale a, dans ce cadre, souligné l'importance de renforcer les échanges entre les professionnels des médias et les services de son secteur, ainsi que la nécessité de s'accorder sur certains termes propres au secteur, tout en évitant les généralisations inappropriées. Il a également rappelé l'attention particulière accordée à la communauté éducatrice par les hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui lui accorde une grande importance, affirmant que le système éducatif, chargé de l'éducation des générations et de leur préparation à l'avenir, veille à accomplir ses missions avec intégrité à travers 30.000 établissements scolaires à l'échelle nationale.

S'agissant de la formation liée à l'intégration, M. Sadaoui a précisé qu'elle était



prévue par le statut particulier en vigueur, ajoutant que sa durée a été réduite au strict minimum, compte tenu de son caractère exceptionnel, avec une adaptation du programme durant le mois de Ramadhan, réaffirmant la volonté du ministère de permettre au plus grand nombre de fonctionnaires de bénéficier de l'intégration.

De leur côté, les intervenants ont présenté, lors de cette journée de formation, la politique adoptée par le secteur de l'Éducation nationale, passant en revue les missions de l'Ecole algérienne en matière d'éducation et de sensibilisation des citoyens, d'ancrage des valeurs nationales, de renforcement de l'identité nationale et de préservation de la stabilité sociale.

Des explications ont également été apportées concernant la gestion du secteur, afin de lever toute ambiguïté sur certaines informations circulant dans le milieu éducatif et au sein de la société, notamment au regard de la diversité des plateformes de réseaux sociaux.

CONSTANTINE

Un programme de développement pour le pôle urbain d'Aïn Nehas à El Khroub

Le pôle urbain d'Aïn Nehas, Chihani-Bachir, dans la commune d'El Khroub (Constantine), vient de bénéficier d'un programme de développement visant l'amélioration des conditions de vie des habitants, a indiqué le président de l'Assemblée populaire de cette collectivité locale.

Le programme porte, notamment, sur la réalisation d'un nouveau bureau de poste et d'une polyclinique destinée à améliorer l'accès aux soins au profit des citoyens, a précisé Mehdi Daas.

S'inscrivant dans le cadre des efforts visant à accompagner le processus de développement de ce pôle urbain qui s'étend sur 151 hectares, susceptibles d'accueillir jusqu'à 10.000 logements avec équipements publics, ces projets viennent renforcer l'attractivité de cette zone, appelée à jouer un rôle important dans le développement urbain de la wilaya, a estimé le même élu. Le pôle urbain Chihani-Bachir avait été créé en 2014.



OUM EL-BOUAGHI

Plus d'un milliard de dinars pour le financement de projets du secteur de la jeunesse et des sports

Une enveloppe financière de 1,25 milliard de dinars a été mise en place, dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, pour la réalisation de projets liés au secteur de la jeunesse et des sports, a indiqué, samedi, le directeur du secteur, Ahmed Yahiaoui.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cet investissement, consenti dans le cadre des programmes sectoriels de l'exercice 2026, comprend l'étude, la réalisation et l'équipe-

ment de plusieurs infrastructures sportives, dont le lancement en travaux est prévu "au cours du 1er semestre de cette année".

Il s'agit, selon M. Yahiaoui, de la réalisation de deux salles de sport spécialisées à Sigus et Oum El-Bouaghi, de l'achèvement du Centre de regroupement des équipes nationales, dans la commune de Zorg, de la construction d'une salle de sport spécialisée à Ksar Sbhi, de l'exécution de travaux de réhabilitation du Complexe sportif Hamdi

Hadj-Ali d'Aïn Beida et du stade Be-ghou-Abdelhamid d'Oum El-Bouaghi.

Des études techniques seront également réalisées, au titre du même programme, en vue de la réalisation de deux piscines, la première, semi-olympique, dans la commune de Meskiana et la seconde, de proximité, dans la commune de Sigus, ainsi que pour la construction d'une salle de sport spécialisée dans la commune d'Aïn Beida, selon la même source.

EL TARG

Projet de renouvellement du réseau de distribution d'eau potable à Chihani

La commune de Chihani (60 km au sud-ouest d'El Targ) a bénéficié d'un projet portant sur le renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) afin de garantir un approvisionnement régulier des habitants de cette collectivité, a-t-on indiqué hier, à la direction de l'hydraulique. Selon le chef du service de l'AEP, Hicham Rekab, ce projet a nécessité un budget de 35 millions de dinars dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Devant être entamé "début mars

prochain", ce projet vise à éliminer les fuites d'eau à travers le réseau de distribution, selon la même source qui a ajouté que les travaux de renouvellement seront menés sur une distance de 6 km.

Une fois achevé et réceptionné "avant l'été 2026", ce projet "améliorera notablement le débit d'eau au profit d'une population de 3.000 âmes résidant dans le centre de la commune de Chihani, approvisionnée depuis 3 puits artésiens", selon M. Rekab.

NÂAMA

De nouvelles opérations d'amélioration urbaine programmées à travers plusieurs communes de la wilaya

Les services de la wilaya de Nâama ont inscrit plusieurs nouvelles opérations, dont le lancement est prévu prochainement dans plusieurs routes et zones d'habitation des communes de la wilaya, dans le cadre des programmes d'amélioration urbaine, ont indiqué, jeudi, les mêmes services.

Ces opérations, initiées au titre de l'année 2026, concernent notamment des travaux d'aménagement urbain s'étendant de l'entrée nord jusqu'à la rue Bendouma, ainsi que l'aménagement de la rue Bouarfa Abderrahmane jusqu'au giratoire de la rue Imzi, dans la commune d'Aïn-Sefra, en plus de la réhabilitation de la place du 1er-Novembre au centre-ville, signale-t-on.

Ces travaux comprennent l'extension du réseau d'éclairage public, l'aménagement des trottoirs, le revêtement des routes, la plantation d'arbres, la réalisation d'espaces verts en gazon naturel, ainsi que l'aménagement d'espaces de repos et de dé-

tente, entre autres, a précisé la même source. Les opérations d'amélioration urbaine dans la commune de Mecheria portent sur l'aménagement du quartier "Chouhada" et de la rue Emir-Abdelkader, ainsi que l'aménagement urbain du quartier de l'Indépendance, de la place El-Metkana (Technicum) et du rond-point situé en face de la place Tichrafine, a fait savoir la même source. La commune d'El-Biodh a, quant à elle, bénéficié d'un projet d'aménagement du giratoire au niveau de la route nationale RN 6, à l'entrée de la ville, en plus de l'aménagement d'un jardin public.

S'agissant de la commune de Djennine-Bourezg, les projets comprennent l'aménagement de la place «Mellouk-Abdelkader», ainsi que l'aménagement du giratoire à l'entrée de la commune de Sfissifa, en plus de projets de réhabilitation des entrées des villes dans les communes de Mekmen Benamar, Asla, Aïn-Ben-khelil et Kasdir, et la réalisation d'es-

paces de promenade, de repos et de jeux à travers les communes concernées.

Lors d'une réunion de l'exécutif de la wilaya, tenue mercredi soir et consacrée à la présentation des études techniques relatives aux projets d'aménagement de ces quartiers et rues, le wali de Nâama, M. Lounes Bouzegza, a insisté sur la nécessité de lancer les travaux dans les délais programmés, compte tenu de leur lien direct avec la vie quotidienne des citoyens, tout en soulignant l'importance du respect des normes de qualité afin de garantir la pérennité de ces réalisations, à l'avenir.

Ces opérations traduisent, selon les services de la wilaya, l'engagement des autorités locales à accompagner l'expansion urbaine que connaissent les communes de la wilaya, notamment dans un contexte marqué par la réalisation de plusieurs importants projets de logement à travers les différentes régions, note-on.

ORAN

Vers la réception de plus 1.600 logements publics locatifs en 2026

la wilaya d'Oran prévoit la réception de plus de 1.600 logements publics locatifs (LPL), inscrits au titre du programme 2025, répartis sur six communes, au cours de l'année en cours, ont indiqué, jeudi, les services de la wilaya.

Il s'agit de 690 logements implantés à Belgaïd, dans la commune de Bir El Djir, 358 logements dans les localités d'El-Araba et El-Ararssa, relevant de la commune de Bethioua, 300 unités dans la commune de Gdyl, ainsi que de 250, 150 et 100 logements, implantés respectivement dans les communes de Hassi-Mefsoukh et Sidi Ben-Yebka, a-t-on précisé de même source.

Le wali d'Oran, Brahim Ouchene, a effectué, mercredi soir, une visite d'inspection de ces projets de logements, accompagné du directeur de wilaya du logement, du directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), ainsi que des présidents des Assemblées populaires communales concernées.

Les chantiers de ces logements de type F3, réalisés dans des immeubles érigés sur 9 étages ont démarré au second semestre de l'année dernière, avec un délai de réalisation fixé à 16 mois au maximum, a-t-on souligné.

Lors de ses échanges avec les entreprises chargées de la réalisation, le wali a insisté sur la nécessité de rattraper les retards enregistrés en accélérant le rythme des travaux et en renforçant les chantiers en main-d'œuvre, tout en veillant à la qualité et à la conformité des logements, afin de livrer les projets à leurs bénéficiaires dans les délais impartis, au cours de l'année en cours.

A noter que le taux d'avancement des travaux varie entre 16 % et 87 %.

A titre de rappel, 2.072 logements de différentes formules ont été distribués à travers les communes d'Oran, le 1er novembre 2025, à l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, dont 1.099 logements promotionnels aidés (LPA) et 973 LPL.

Par ailleurs, la wilaya d'Oran a enregistré, au cours de l'année écoulée, la distribution d'environ 10.000 logements, toutes formules confondues, dont des logements publics locatifs, à travers l'ensemble des communes.

BOUMERDES

Relogement de 19 familles à Cap Djinet

Dix-neuf (19) familles occupant des constructions précaires dans la commune de Bordj Menail (Est de la wilaya de Bouterdes) ont bénéficié, jeudi, d'une opération de relogement dans des logements sociaux neufs, a-t-on appris d'un responsable de la daïra de Bordj Menail.

Selon le chef de daïra, Aziz Azzeddine, ces familles, qui résidaient sur le site des chalets, en périphérie de Bordj Menail, ont été relogées dans des logements sociaux à Haouch Ben Ouali, dans la commune de Cap Djinet, relevant de la même daïra.

L'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions organisationnelles, en coordination avec les services administratifs et de sécurité concernés, a-t-il ajouté, notant que cette action s'inscrit dans le cadre des efforts visant à éradiquer l'habitat précaire et anarchique, à améliorer le cadre de vie des citoyens et à promouvoir le tissu urbain à l'échelle de la wilaya.

Parallèlement à cette opération, les services de la commune de Bordj Menail ont entamé des opérations de démolition des constructions précaires, de nettoyage et d'assainissement du site, ainsi que de clôture des assiettes foncières afin d'éviter toute réoccupation illégale.

Pour rappel, près de 36.000 logements, toutes formules confondues, ont été distribués à travers les communes de la wilaya au cours des cinq (5) dernières années (2020-2025).

APS

HYDROCARBURES L'Algérie et le Tchad scellent un partenariat stratégique à travers trois accords majeurs

L'Algérie et le Tchad ont franchi une nouvelle étape décisive dans le renforcement de leur coopération énergétique avec la signature de trois accords stratégiques dans le domaine des hydrocarbures, en marge du Salon international des mines, des carrières et des hydrocarbures SEMICA Tchad 2026, organisé à N'Djamena.



Par Abed Meghit

Ces accords traduisent une volonté commune d'élever les relations bilatérales à un niveau supérieur, fondé sur le partenariat, le transfert de compétences et le développement durable.

La cérémonie de signature s'est déroulée sous la supervision du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, et de la ministre tchadienne du Pétrole, des Mines et de la Géologie, Mme Ndolenodji Alixe Naimbaye.

Elle s'est tenue en présence de hautes responsables des deux pays, dont les PDG du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, et de Naftal, Djamel Cherchoud, le directeur général de l'Institut algérien du pétrole (IAP), Mohamed Khodja, ainsi que l'ambassadeur d'Algérie au Tchad et plusieurs cadres du secteur.

Le premier accord consiste en un mémorandum d'entente entre le groupe Sonatrach et la Société des hydrocarbures du Tchad (SHT).

Ce mémorandum

visait à établir un cadre global de coopération dans l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, couvrant les activités d'exploration, de développement, de production, de transport et de valorisation des ressources.

Il prévoit également l'échange d'expertises techniques, le renforcement de la formation et le développement des capacités humaines, contribuant ainsi au soutien du secteur des hydrocarbures tchadien.

Cet accord ouvre également la voie à l'examen d'opportunités de partenariats futurs et au lancement de projets d'intérêt commun, avec un accent particulier sur le transfert de technologie et le partage de l'expérience algérienne, reconnue pour son expertise pionnière dans la gestion et l'organisation du secteur des hydrocarbures.

Parallèlement, l'Institut algérien du pétrole a signé deux accords structurants.

Le premier, conclu avec le ministère tchadien du Pétrole, des Mines et de la Géologie, vise à instaurer un cadre durable de coo-

pération dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités humaines.

Il permettra aux cadres et techniciens tchadiens de bénéficier de l'expertise algérienne dans les différentes spécialités du secteur, de l'amont à l'aval, en adéquation avec les besoins stratégiques du pays.

Le second accord, signé avec l'Institut national supérieur du pétrole du Tchad, porte sur le développement de la coopération académique et scientifique.

Il prévoit la formation des formateurs, la formation continue, l'accueil d'étudiants, l'échange d'expertises, ainsi que la mise en place de programmes de recherche conjoints, de stages, de rencontres scientifiques et de formations de niveau master.

Ces initiatives visent à élever le niveau de qualification scientifique et technique des ressources humaines tchadiennes.

S'exprimant à cette occasion, M. Arkab a souligné que la signature de ces accords s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre des orientations du

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la coopération africaine, à promouvoir les partenariats Sud-Sud et à soutenir les pays africains frères dans le développement de leurs secteurs stratégiques.

Il a mis en exergue le rôle central de l'IAP en tant que pôle d'excellence africain en matière de formation et de transfert de savoir-faire.

Pour sa part, la ministre tchadienne du Pétrole a salué la qualité et le niveau des relations de coopération avec l'Algérie, estimant que les accords signés traduisent une volonté commune d'ancrer un partenariat effectif, contribuant à la sécurité énergétique, au développement durable et à l'intégration africaine dans le secteur des hydrocarbures.

Elle a qualifié le mémorandum avec Sonatrach d'étape majeure pour le renforcement des capacités de la SHT et les accords avec l'IAP de levier essentiel pour le développement des compétences nationales tchadiennes, au bénéfice des objectifs socioéconomiques du pays.

AAPI

Examen des opportunités de renforcement du partenariat algéro-russe dans plusieurs secteurs

Les opportunités de partenariat algéro-russe dans plusieurs secteurs ont été examinées, jeudi, lors d'une rencontre tenue au siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), entre les cadres de l'agence et une délégation parlementaire russe, conduite par M. Dmitry Sablin, membre de la Douma et coordinateur du groupe parlementaire chargé des relations avec les Parlements des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, indique une communication de l'AAPI.

Cette rencontre intervenant à l'occasion d'une visite de travail effectuée par la délégation russe en Algérie, a porté sur "les opportunités de partenariat dans les secteurs prioritaires, notamment les énergies renouvelables, l'industrie, les mines, le tourisme, la logistique et les technologies modernes", tout en insistant sur la volonté de l'Algérie d'attirer davantage d'investissements russes et de renforcer la coopération économique entre les deux pays, précise le communiqué.

Le climat d'investissement en Algérie a également été présenté, notamment les avantages prévus par la nouvelle loi sur l'investissement, y compris les garanties, et les incitations fiscales et parafiscales, outre le rôle de l'Agence dans l'accompagnement et la protection des investisseurs, et l'octroi du foncier économique.

La délégation russe a pris connaissance des aspects opérationnels pour la localisation des investissements en Algérie, et transmis le souhait de plusieurs opérateurs russes de concrétiser des projets d'investissement en Algérie, considérée comme porte d'entrée vers les marchés africain, européen et méditerranéen, conclut le communiqué.

PROJET DE LA LIGNE MINIÈRE EST M. Djellaoui insiste sur l'accélération du rythme de réalisation de la section traversant la wilaya de Souk Ahras

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a insisté, jeudi à Souk Ahras, sur l'accélération du rythme de réalisation de la ligne minière Est dans son segment traversant cette wilaya.

Le ministre a souligné, lors de l'inspection, dans la commune de Ouillen, du chantier de construction du tunnel n°8, d'une longueur de 2,5 km, qu'en dépit de l'avancement des travaux sur cette ligne ferroviaire dans sa portion traversant la wilaya de Souk Ahras, entre Boucheougou (Guelma) et Souk Ahras via Dréa, sur 121 km, la difficulté du terrain "constitue un défi technique majeur", surtout avec l'existence de 10 tunnels et de 42 ponts", ce qui requiert, a-t-il dit, "une coordination rigoureuse et sans faille pour une accélération étudiée des travaux".

Ajoutant qu'il veillera au suivi de la cadence des travaux sur cette ligne, M. Djellaoui a appelé les autorités de la wilaya à "veiller à la levée des contraintes susceptibles d'entraver la réalisation de ce projet" et à "élaborer un planning d'avancement des travaux".

Au niveau de la sortie du tunnel n°5 de 2,4 km de long, au point kilométrique 6 dans la localité de Talal (commune de Souk Ahras), le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base s'est enquis, de l'avancement de travaux de réalisation de cet ouvrage où il a instruit les responsables en charge du projet à l'effet de mobiliser tous les moyens humains et matériels afin d'accélérer le rythme des travaux pour garantir le respect des délais contractuels, tout en veillant à la qualité d'exécution. M. Djellaoui a affirmé qu'un tronçon de 174 km de la ligne minière Est, entre Bled El Hadba (Tébessa) et Oued Kebrit (Souk Ahras) est "aujourd'hui prêt à être réceptionné". A l'issue de sa visite de travail dans la wilaya de Souk Ahras, le ministre a rappelé que la voie ferrée minière fait l'objet de travaux de dédoublement, de correction et de modernisation entre Annaba et la mine de Bled El Hadba, au sud de Tébessa, sur 422 km, en traversant cinq wilayas. Un projet, a-t-il également rappelé, réalisé dans le cadre du projet de phosphate intégré et qui constitue un pilier stratégique soutenant l'économie nationale, en raison de sa capacité à renforcer le transport des ressources minières, à garantir la fluidité des chaînes d'approvisionnement et à augmenter la compétitivité du produit national sur les marchés internationaux, tout en contribuant efficacement à établir une dynamique de développement durable dans les wilayas concernées.

APS

ANNABA

Annaba accueille la 5^e Foire algérienne de l'entrepreneuriat et de l'économie numérique

La ville d'Annaba s'apprête à accueillir, du 5 au 7 février prochain, la cinquième édition de la Foire algérienne de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie numérique, placée sous le slogan «Le renouveau est l'adresse». Organisé par l'entreprise Galacticom Annaba, cet événement s'inscrit dans les ef-

forts nationaux visant à accélérer la transition numérique et à promouvoir l'économie de la connaissance. Prévue à l'hôtel Sheraton d'Annaba, la manifestation se tiendra sous l'égide de plusieurs institutions nationales et verra la participation de plus de 100 exposants représentant des start-up, des entreprises

économiques et des banques. Le programme comprend des séminaires spécialisés portant sur les solutions numériques dans le secteur médical, l'avenir de l'enseignement via les plateformes intelligentes et les technologies innovantes pour l'agriculture.

Abed M.

FINANCES

L'assurance "takaful" enregistre une croissance de plus de 70% en 2025

L'activité de l'assurance "takaful" a enregistré une croissance de plus de 70% en 2025, moins de trois ans après son lancement, a indiqué le PDG de la société "El-Djazair Takaful", Mahfoud Ziane Bouziane, mettant en avant les perspectives prometteuses de ce segment sur le marché financier national.



Dans une déclaration à l'APS, M. Bouziane a précisé que l'activité de l'assurance "takaful", aussi bien générale que familiale, introduite récemment en Algérie, a réalisé de "véritables avancées et des étapes importantes en termes de croissance et de déploiement, en plus de la demande croissante de la part des opérateurs, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers".

Cette activité a enregistré des "indicateurs positifs et un taux de croissance dépassant 70% en 2025, tant en volume des souscriptions qu'en nombre d'adhérents, lequel a plus que triplé", a-t-il précisé.

La compagnie publique a réussi, à la fin de l'année écoulée, à capter près de 58.000 participants, a-t-il fait savoir, assurant que l'objectif visé est de poursuivre ce rythme de croissance et d'atteindre le seuil de 100.000 participants durant l'année 2026.

La société ambitieuse également d'élargir son réseau commercial, qui comptait à la fin de l'année dernière 36 agences réparties à travers 25 wilayas, en ouvrant de nouvelles agences et guichets de distribution, avec pour objectif d'atteindre plus de 50 agences couvrant plus de 35

wilayas. Concernant les primes de souscription, il est prévu d'"atteindre 900 millions de DA, soit un taux de croissance supérieur à 40% par rapport à 2025, ce qui permettra à la compagnie de conserver sa position de leader sur le marché, où elle détient actuellement environ 60% de parts du marché", a ajouté M. Bouziane.

Evocant les projets futurs, il a affirmé que la société aspire à accompagner les start-up et les micro-entreprises, rappelant la signature récente d'une convention avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), visant à soutenir les jeunes et à les accompagner dans la création de start-up ainsi que de PME.

Interrogé sur l'excédent assurantiel enregistré par la compagnie, M. Bouziane a indiqué que le fonds des participants d'"El-Djazair Takaful" est passé d'environ 2,23 millions de DA en 2023, ayant bénéficié à près de 1.500 participants, à 38,26 millions de DA.

Il a précisé que cet excédent, qui ne constitue pas un bénéfice pour la société, mais est redistribué aux participants, représente l'un des piliers du modèle de l'assurance "takaful", fondé

sur le principe de solidarité à travers la mutualisation des contributions dans un fonds indépendant dédié à l'indemnisation des sinistres et à la gestion des risques.

Selon le même responsable, il est prévu le lancement prochain d'un produit de micro-assurance "takaful" dans le cadre du renforcement de l'inclusion financière et de l'élargissement de la base des bénéficiaires de ce type d'assurance.

La compagnie envisage, à moyen et à long termes, de se concentrer sur l'accompagnement de l'expansion de la finance islamique, en proposant des produits et des couvertures compatibles avec les différents produits offerts par les banques ainsi que par les diverses établissements activant dans le domaine de la finance islamique.

A ce titre, M. Bouziane a souligné les perspectives prometteuses de la finance islamique et les résultats positifs obtenus, notamment à l'approche de l'émission des "sukuk" souverains, lesquels permettront de "compléter l'écosystème de la finance islamique en Algérie".

Ce développement sera renforcé par l'arsenal juridique et réglementaire à travers notamment l'adoption des premières normes comptables spécifiques à cette activité, a-t-il soutenu.

Par ailleurs, "El-Djazair Takaful" oeuvrera à la promotion de la finance islamique et de l'assurance "takaful" en particulier, à travers l'organisation de rencontres professionnelles et de forums spécialisés à portée nationale et internationale, ainsi que de journées de sensibilisation.

La compagnie est l'une des deux sociétés spécialisées dans l'assurance "takaful", aux côtés d'"El-Djazair el moutahida", toutes deux créées en 2022.

INVESTISSEMENTS

Les IDE en hausse dans le monde en 2025 à 1600 milliards de dollars (CNUCED)

Les investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 14% à l'échelle mondiale en 2025, atteignant 1600 milliards de dollars, marquant ainsi un rebond après deux années de repli, selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Les flux d'IDE à destination des économies développées ont enregistré une forte progression de 43 %, pour s'établir à 728 milliards de dollars, soutenus notamment par l'Europe et les centres financiers, tandis que les flux vers les économies en développement ont reculé de 2%, à 877 milliards de dollars, représentant 55 % des IDE mondiaux, a précisé la CNUCED dans la dernière édition de son Moniteur des tendances de l'investissement mondial, publiée sur son site officiel.

Dans ce contexte, l'organisation a souligné que l'essentiel de cette hausse des IDE est attribuable à des flux financiers transitant par les grands centres mondiaux, plutôt qu'à de nouveaux investissements physiques, relevant une concentration croissante de l'investissement dans un nombre limité de secteurs à forte intensité capitalistique, tels que les centres de données.

Ainsi, plus de 140 milliards de dollars de l'augmentation enregistrée proviennent de l'accroissement des flux transitant par des centres financiers mondiaux, davantage lié aux transactions financières qu'à une expansion généralisée de l'investissement.

Dans le même temps, la valeur des fusions et acquisitions internationales a reculé de 10%, alors que le financement international des projets a diminué pour la quatrième année consécutive, chutant de 16 % en valeur et de 12 % en nombre d'opérations, revenant aux niveaux observés en 2019.

Selon l'organisation onusienne, l'investissement mondial se concentre de plus en plus dans des secteurs stratégiques à forte intensité de capital, en particulier les centres de données, qui ont représenté plus d'un cinquième de la valeur mondiale des nouveaux projets en 2025.

Les annonces d'investissement dans ce domaine ont dépassé 270 milliards de dollars, portées par la demande croissante en infrastructures d'intelligence artificielle (IA) et en réseaux numériques.

Par ailleurs, la valeur des investissements dans les projets de semi-conducteurs a progressé de 35 %, alors que le nombre de projets a fortement diminué dans les secteurs exposés aux droits de douane et fortement intégrés aux chaînes de valeur mondiales, notamment le textile, l'électronique et la machinerie, a fait savoir la même source.

L'investissement international dans les infrastructures a, pour sa part, reculé de 10 % en 2025, principalement en raison d'une baisse marquée des projets dans le domaine des énergies renouvelables.

Pour 2026, la CNUCED anticipe une hausse mais modeste des flux d'IDE, si les conditions de financement continuent de s'assouplir et que les fusions et acquisitions transfrontalières amorcent une reprise, par ailleurs annonçant la tenue d'un Forum mondial de l'investissement en octobre 2026 à Doha, sous le thème "Investir dans l'avenir".

Ce rendez-vous qui réunira décideurs publics, investisseurs et institutions internationales, devra être l'occasion d'examiner les moyens de renforcer l'impact de l'investissement en faveur du développement, notamment dans les pays et les secteurs confrontés aux déficits de financement les plus importants.

INFRASTRUCTURES DE BASE

L'exploitation de la mine de Gara Djebilet illustre la capacité de l'Algérie à concrétiser des projets structurants (Sayoud)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé vendredi, dans la région de Gara Djebilet (Tindouf), que le projet d'exploitation de cette mine stratégique contribuera de manière significative à une transformation profonde de la carte économique et sociale du Sud-Ouest du pays, ainsi que de l'Algérie dans son ensemble.

Il a précisé que, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a effectivement engagé l'exploitation de ses richesses minières et leur mise en valeur opérationnelle.

Dans une déclaration à la presse, M. Sayoud, accompagné d'une importante délégation ministérielle comprenant le ministre d'Etat, ministre des hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, ainsi que la secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des hydrocarbures et des Mines chargée des Mines Karima Bakir Tafer, a indiqué que l'exploitation de la mine de

Gara Djebilet est entrée dans sa phase effective dans un délai record. Il a ajouté que, lors des prochaines étapes, le projet d'exploitation de la mine de phosphate de Bled El Hadba, à l'est du pays, sera également lancé dans le cadre d'une vision nationale globale visant à diversifier l'économie nationale et à réduire la dépendance aux hydrocarbures.

Dans ce cadre, le ministre a souligné que les réalisations accomplies l'ont été en un laps de temps très court, annonçant l'entrée prochaine en service de la ligne minière.

Il a précisé que le raccordement de la mine de Gara Djebilet au réseau ferroviaire national permettra l'acheminement du minerai de fer depuis l'extrême Sud-Ouest vers Oran, puis vers les autres wilayas du pays.

M. Sayoud s'est dit "particulièrement fier de cette réalisation historique", à savoir la construction d'une ligne ferroviaire d'environ 940 km en moins de deux ans.

Il a estimé que "l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, longtemps considérée comme un rêve par les

Algériens, est aujourd'hui devenue une réalité tangible grâce à la forte implication de l'Etat et à la mobilisation de compétences et d'entreprises nationales, tant sur le plan humain que matériel".

Il a, par ailleurs, salué le rôle central joué par les cadres et la jeunesse algérienne dans la concrétisation de ces projets stratégiques, affirmant que les acquis enregistrés ouvriront de nouvelles perspectives à une économie nationale diversifiée.

La délégation ministérielle avait entamé sa visite de terrain dans la wilaya de Tindouf par l'inspection de la gare ferroviaire du chef-lieu de wilaya, où des explications détaillées ont été fournies sur les différentes installations mises à la disposition des voyageurs.

Elle a ensuite effectué un voyage d'essai en train reliant Tindouf à Gara Djebilet.

La visite s'est poursuivie par l'inspection du projet de la voie ferrée et de la gare ferroviaire de Gara Djebilet, avant de s'achever par une halte au niveau du site de chargement des premières expéditions de minerai de fer dans la même zone.

TIPAZA

Tipasa confirme son leadership agricole lors de la 20^e édition du Salon des agrumes

La wilaya de Tipasa a une nouvelle fois affirmé son rôle central dans le développement de la filière agrumicole nationale à l'occasion de la 20^e édition du Salon des agrumes, qui s'est tenue avec la participation de soixante-dix exposants issus de plusieurs wilayas du pays.



Par Abed Meghit

Organisé annuellement par la Chambre de l'agriculture de Tipasa en coordination avec la direction locale du secteur, cet événement s'impose désormais comme un rendez-vous incontournable pour les professionnels de l'agriculture et les acteurs du développement rural.

Placé sous le slogan « Valorisation, développement et défis », cette édition a été officiellement ouverte sous la supervision du wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoua, en présence de responsables locaux, de producteurs, d'ex-

perts et d'institutions d'accompagnement. À cette occasion, des contrats de concession ont été remis à titre symbolique à plusieurs agriculteurs, illustrant la volonté des pouvoirs publics de valoriser le foncier agricole et d'encourager un investissement productif, durable et structurant.

Le secrétaire général de la Chambre d'agriculture de Tipasa, Farid Dahmani, a souligné que cette démarche s'inscrit dans une politique globale visant à renforcer la performance des exploitations agricoles, tout en appelant les bénéficiaires à redoubler d'efforts pour améliorer l'exploitation des terres et accroître la production tant sur

le plan quantitatif que qualitatif.

Il a rappelé que Tipasa figure parmi les premières wilayas du pays en matière de production d'agrumes, grâce à des conditions climatiques favorables et à un savoir-faire agricole reconnu.

Selon les prévisions de la Direction des services agricoles, la production attendue pour la campagne en cours dépasse les 2,142 millions de quintaux sur une superficie agrumicole de plus de 8.250 hectares, enregistrant ainsi une légère hausse par rapport à la saison précédente.

Cette progression témoigne de la relance notable de la filière, soutenue par des mesures incitatives, un accompagnement technique accru et une meilleure structuration des circuits de commercialisation.

Le Salon a également été marqué par la participation d'institutions bancaires et d'assurances, de dispositifs de soutien, d'apiculteurs, de producteurs d'huile d'olive et d'établissements spécialisés relevant du ministère de l'Agriculture, ainsi que des Chambres d'agriculture de plusieurs wilayas, confirmant la dimension nationale et intégrée de cet événement, dédié à la promotion d'une agriculture performante et compétitive.

TLEMCCEN

Session de formation pour les directeurs des incubateurs universitaires de l'Ouest

L'Université Aboubakr-Belkaïd de Tlemcen abrite une session de formation au profit des directeurs des incubateurs universitaires de l'Ouest, a-t-on appris, samedi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Cette session, organisée vendredi et samedi par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en partenariat avec l'incubateur italien "FILSE", relevant de l'Université de Gênes (Italie), a vu la participation d'environ 40 directeurs d'incubateurs issus des universités, des Centres universitaires et des Ecoles supérieures des wilayas de l'ouest du pays, ainsi que d'experts de cet incubateur italien, selon la même source. Cette initiative vise à favoriser l'échange

d'expériences et d'expertises entre les participants et à prendre connaissance des meilleures pratiques adoptées dans le domaine des incubateurs universitaires, notamment en ce qui concerne le soutien à l'innovation et le renforcement de l'esprit entrepreneurial en milieu universitaire. Elle s'inscrit également dans le cadre du soutien aux efforts du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à renforcer le rôle de l'université dans l'accompagnement des projets innovants, à encourager les initiatives entrepreneuriales chez les étudiants et les porteurs d'idées, ainsi qu'à promouvoir la coopération internationale dans ce domaine, a-t-on expliqué.

BLIDA

Une vaste campagne de réparation des fuites d'eau avec la participation d'équipes de 25 wilayas

L'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Blida a lancé, samedi, une vaste campagne de réparation des fuites d'eau, mobilisant 25 équipes de différentes wilayas du pays, en vue de récupérer des volumes importants de cette ressource vitale.

Dans le cadre de l'amélioration du service public et de la préservation des ressources hydriques, le wali, Djamel Eddine Heshas, a supervisé le lancement de cette campagne à laquelle participent 25 équipes de l'Algérienne des eaux, issues de plusieurs wilayas, notamment

Tlemcen, Tiaret, Mascara, Tissemsilt, Médéa, Bejaïa, Alger, Jijel, Mostaganem, ainsi que des équipes de la wilaya de Blida.

L'opération concerne l'ensemble des communes de la wilaya et vise la réparation de 503 fuites recensées, notamment dans les daïras d'Oued El Alleug (82), Boufarik (78) et Blida (60).

Selon les explications fournies sur place, cette campagne permettra de récupérer un volume d'eau de près de 3.300 M3/jour au niveau des réseaux de distribution et 1.200 M3/jour au niveau des champs de production.

L'initiative vise à améliorer l'alimentation des citoyens en eau potable, à augmenter le rendement des réseaux, à assurer la continuité et la qualité du service, à lutter contre les maladies à transmission hydrique (MTH) et à réduire les pertes financières liées à l'eau non facturée.

À cet effet, l'ADE de Blida appelle les citoyens et les acteurs de la société civile (associations, comités de quartier) à signaler toute fuite d'eau via sa page officielle ou en contactant le centre d'appel téléphonique.

APS

ORAN

Oran accueille la première école britannique internationale hors Alger

La ville d'Oran a franchi une étape significative dans le domaine de l'enseignement international avec l'inauguration officielle de l'École britannique internationale, organisée sous la supervision de l'ambassadeur du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, James Downer.

Située dans la commune de Bir El-Djir, cette école devient la troisième du genre au niveau national et la première à être ouverte en dehors de la capitale.

L'établissement dispense un enseignement couvrant l'ensemble des cycles scolaires, conformément aux programmes reconnus de Cambridge International, offrant ainsi aux élèves un parcours éducatif de qualité répondant aux standards internationaux.

Lors de la cérémonie d'inauguration, l'ambassadeur britannique a souligné que l'ouverture de cette école s'inscrit pleinement dans la dynamique de coopération académique entre l'Algérie et le Royaume-Uni, notamment dans le domaine de la formation et de l'apprentissage de la langue anglaise.

James Downer a affirmé que ce projet répond à une demande croissante en Algérie pour l'enseignement selon le programme britannique, tout en reflétant la solidité du partenariat bilatéral entre les deux pays, qui connaît une évolution constante dans des secteurs stratégiques tels que le commerce, l'énergie, la défense et l'éducation. Il a également mis en avant le potentiel important existant pour approfondir davantage cette coopération.

De son côté, le directeur de l'établissement, Demche Abdessamad, a indiqué que l'école accueille déjà plus de 85 élèves au titre de l'année scolaire en cours, avec une capacité d'accueil totale de 300 élèves, confirmant ainsi l'intérêt croissant des familles pour ce type d'enseignement international structuré et reconnu.

Abed M.

CHUTES DE NEIGE

Plusieurs wilayas placées en vigilance orange

Plusieurs régions du pays connaîtront des chutes de neige significatives durant le week-end, selon un bulletin météo spécial émis par l'Office national de météorologie.

Placé en vigilance « Orange », ce bulletin annonce des perturbations hivernales affectant les reliefs dépassant les 1.000 à 1.100 mètres d'altitude dans plusieurs wilayas de l'Ouest, du Centre et de l'Est du pays.

Les wilayas de Tlemcen et de Sidi Bel-Abbès seront concernées à partir de samedi à l'aube jusqu'à dimanche à midi, avec une épaisseur de neige estimée entre 5 et 15 centimètres.

D'autres wilayas, dont Nâama, Tiaret, Tissemsilt, Saïda, le nord d'El Bayadh, Laghouat et Djelfa, connaîtront également des chutes de neige entre samedi matin et dimanche midi, avec une accumulation prévue de 5 à 10 centimètres.

Les régions de Blida, Médéa, Bouira, Tizi-Ouzou et Béjaïa ne sont pas en reste, avec des chutes de neige attendues à partir de samedi en soirée.

Les autorités appellent les usagers de la route à la vigilance et recommandent le respect des consignes de sécurité, notamment dans les zones montagneuses susceptibles de connaître des perturbations de la circulation.

Abed M.

PROMOTION DE TAMAZIGHT

Larbaa n'Ath Irathen distinguée à Tizi-Ouzou

La commune de Larbaa n'Ath Irathen, située à l'est de la wilaya de Tizi-Ouzou, a remporté le premier prix de la quatrième édition du concours dédié à la généralisation de l'utilisation de Tamazight dans l'administration et les espaces publics.

Cette distinction lui a valu une récompense financière de deux millions de dinars.

La cérémonie de remise des prix s'est déroulée à l'hémicycle Rabah Aïssat de l'Assemblée populaire de wilaya, en présence des autorités locales et des représentants des communes participantes.

Les communes de Tizi Rached et de Mizrana ont respectivement décroché les deuxième et troisième prix.

Dans son allocution, le président de l'APW, Sidali Youcef, a souligné que ce concours constitue une étape importante dans la promotion de Tamazight et de l'identité nationale dans toutes ses composantes.

Le wali de Tizi-Ouzou, Aboubakr Esseddik Boucetta, a rappelé les efforts consentis par l'État, notamment à travers la création du Haut Commissariat à l'Amazighité, pour consacrer Tamazight comme langue nationale et officielle.

Abed M.

SALON DE L'EMPLOI Plus de 100 entreprises participent à la 14^e édition

Plus de 100 entreprises, nationales et internationales, prennent part à la 14^e édition du Salon de l'emploi et de la formation "Emploitic Connect 2026", ouverte samedi à Alger, avec près de 2.000 offres d'emploi couvrant divers secteurs d'activité.

Selon les organisateurs, plus de 10.000 chercheurs d'emploi, jeunes diplômés et profils expérimentés, sont attendus durant les deux jours du Salon, qui englobe notamment les secteurs des services, de l'industrie, de l'industrie pharmaceutique, des télécommunications, de l'informatique, du digital ainsi que des start-up.

Cette édition prévoit également un programme de conférences et d'ateliers animés par des experts en recrutement et en ressources humaines.

"L'objectif est de préparer les personnes en quête d'emploi aux métiers et aux compétences actuellement demandés sur le marché du travail", a expliqué Zineb Kaoua, directrice marketing de l'agence d'emploi Emploitic, organisatrice de l'événement, qui se tient sous le parrainage du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises ainsi que du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Un espace dédié aux employeurs est, par ailleurs, mis en place pour la première fois dans ce Salon afin de leur permettre de se présenter, de valoriser leur marque employeur et d'attirer les meilleurs profils.

Emploitic Connect 2026 ambitionne également de mettre en lumière les enjeux actuels de l'employabilité et du développement des compétences en Algérie.

Des représentants d'entreprises participantes, rencontrés par l'APS, ont souligné à ce titre l'importance d'adopter des stratégies de formation interne pour développer les compétences spécifiques requises.

Le responsable des ressources humaines d'un constructeur automobile international activant

en Algérie, Mehdi Zamari, a indiqué que l'entreprise a opté, face à la pénurie de profils expérimentés dans certains nouveaux métiers, pour une stratégie proactive de formation interne.

"Au lieu d'attendre des candidats clés en main, nous avons choisi de recruter sur le potentiel et d'investir dans le capital humain en sélectionnant des profils prometteurs, même peu expérimentés, que nous formons ensuite afin de répondre à nos besoins spécifiques en compétences", a-t-il précisé.

De son côté, la responsable digital d'un promoteur immobilier participant à l'événement, Massiva Ouramdane, a estimé que l'émergence de l'intelligence artificielle ne constitue pas uniquement un nouveau champ de recrutement, mais également un levier majeur rendant les stratégies de formation interne à la fois "nécessaires et urgentes".

Le chargé de communication d'un opérateur de téléphonie mobile, Bachir Amine Baazizi, a fait savoir que l'entreprise propose des formations courtes destinées aux chercheurs d'emploi, notamment en matière d'agilité comportementale et d'intégration en entreprise, mettant en avant les opportunités offertes par le déploiement de la 5G et le rôle central de l'intelligence artificielle dans ce domaine.

Enfin, la consultante senior en recrutement au sein d'un cabinet spécialisé, Selma Boudissa, a insisté sur l'importance de la préparation des candidats avant leur participation au Salon, recommandant de se présenter avec un CV clair, bien structuré et adapté au poste visé, tout en soulignant que les conférences programmées contribueront à mieux structurer leur démarche de recherche d'emploi.

ILLIZI Lancement du recensement hivernal des oiseaux aquatiques migrateurs

Le recensement hivernal des oiseaux aquatiques migrateurs a été lancé à travers les zones humides et plans d'eau de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris samedi de la Conservation locale des forêts.

L'opération, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de janvier en cours, a ciblé à son lancement les plans d'eau proches de la ville d'Illizi, dont

le lac de Sidi-Bouslah, la zone de Menkhour sur la route de Oued-Samene, la station d'épuration des eaux usées et l'ancien exutoire des eaux usées.

Elle a permis de dénombrer une richesse avifaune aquatique de plus de 300 individus, de différentes espèces, en plus du recensement jeudi dernier de l'arrivée de plus de 200 cigognes blanches. Le recense-

ment en question s'inscrit dans le cadre des efforts de suivi de la biodiversité, la protection des oiseaux migrateurs et leurs lieux de prédilection, en plus de l'élaboration d'une base de données précises contribuant à arrêter des programmes de préservation et d'exploitation durable des zones humides de la wilaya, a-t-on fait savoir à la Conservation des forêts.

SIDI BEL-ABBES Lancement d'un atelier de formation au profit des jeunes sur la participation politique et le développement local

Les travaux de la deuxième édition de l'atelier de formation dédié aux groupes de jeunes, intitulé "La participation politique et le développement local", ont débuté, samedi au Centre de loisirs scientifiques et culturels de Sidi Bel-Abbes.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme annuel du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), visant à renforcer les capacités des jeunes et à leur permettre de contribuer efficacement au développement local et à la prise de décision.

Le membre du CSJ, Abdallah Zakaria, a précisé que cette édition a pour objectif de "fournir un véritable espace aux jeunes pour exprimer leurs opinions, aspirations et préoccupations, en plus de formuler des propositions pratiques concernant les différentes questions touchant leur environnement juvénile et sociétal".

Il a souligné que le CSJ œuvre selon un principe fondamental, selon lequel "les jeunes ne sont pas de simples bénéficiaires des politiques publiques, mais des partenaires essentiels dans leur élaboration, leur développement et leur modernisation", indiquant que de telles rencontres

contribuent à "l'ancrage de la culture du dialogue, au développement des capacités de réflexion et d'analyse, et à l'encouragement des jeunes à s'engager positivement dans la vie publique et politique".

De son côté, le représentant de la direction de la Jeunesse et des Sports de Sidi Bel-Abbes, Mohamed Amine Bouhend, a indiqué que cet atelier devrait déboucher sur un ensemble de recommandations pratiques susceptibles de renforcer le rôle des jeunes dans le processus de développement local et de prise de décision.

Il a précisé que cet atelier s'inscrit dans une série de rencontres programmées autour de la thématique de la participation politique au développement.

A noter que cet atelier, organisé sous la supervision du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, et sous le patronage du wali de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, Kamel Hadji, a vu la participation de membres du CSJ, ainsi que de plusieurs acteurs du mouvement associatif et de représentants de wilayas voisines.

ORAN Des efforts pour promouvoir la formule "hébergement chez l'habitant" afin d'élargir l'offre touristique

Les services concernés de la wilaya d'Oran œuvrent, dans le cadre des efforts visant à promouvoir la destination touristique de la capitale de l'ouest du pays et à renforcer son attractivité, à la promotion de la formule "hébergement chez l'habitant" en tant qu'option légale et organisée pour élargir l'offre touristique et répondre à la demande croissante en matière d'hébergement.

La directrice par intérim du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, Hamida Fatma, a indiqué à l'APS, en marge de la première édition du Salon international des équipements hôteliers, de la restauration et des services (Hostex Expo), dont les travaux ont pris fin samedi au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, que cette formule, instituée par une circulaire ministérielle conjointe en 2012 entre les secteurs du tourisme, de l'intérieur et des finances, vise à permettre aux citoyens d'accueillir des touristes dans leurs logements, dans un cadre juridique organisé garantissant la qualité et la sécurité.

La même responsable a ajouté que l'objectif principal de cette initiative est d'augmenter le nombre de lits touristiques, notamment durant les périodes de haute saison, d'organiser le flux des touristes en dehors des hôtels et d'intégrer l'activité de l'hébergement à domicile dans le cycle économique.

Concernant les procédures, elle a souligné que le parcours d'obtention de l'agrément est "simple et clair" et s'effectue à travers une cellule regroupant plusieurs services publics, à l'instar des communes, de la direction du tourisme, des services de la protection civile et de la direction de la santé, entre autres.

"Il suffit au citoyen souhaitant exercer cette activité de déposer un dossier au niveau de la commune de rattachement du logement concerné", a-t-elle souligné.

La circulaire ministérielle de 2012 a fixé un ensemble de conditions liées à la sécurité, à l'hygiène et à la qualité de l'hébergement.

La commune délivre, à cet effet, une autorisation officielle permettant au propriétaire du logement d'exercer légalement cette activité, dès lors qu'il satisfait aux exigences minimales requises.

De son côté, Mme Derradj El Alia, membre du bureau national de l'Association nationale des commerçants et artisans, a mis en avant les actions de sensibilisation menées depuis plusieurs années par l'association sur l'importance de l'obtention d'une autorisation pour exercer cette activité.

Elle a salué, à ce titre, les efforts déployés par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que par la direction du secteur dans la wilaya d'Oran pour encadrer cette activité, à travers des facilitations administratives et une coordination entre les différents services concernés.

Les acteurs du secteur s'accordent à considérer que la formule de l'hébergement chez l'habitant constitue un véritable levier pour le soutien du tourisme local et la dynamisation de l'économie, si elle venait à être généralisée et davantage promue, notamment dans les zones côtières et touristiques.

Il convient de rappeler que la première édition du Salon international des équipements hôteliers, de la restauration et des services "Hostex", organisée par la société "Mod Event" sous le patronage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a enregistré la participation d'environ 50 exposants.

Elle a permis de présenter les dernières innovations dans le domaine de l'industrie hôtelière et de la restauration, notamment en matière d'équipements, de services, de technologies et de solutions numériques, tout en valorisant l'expertise algérienne dans ce domaine.

SÉTIF Vaste opération d'équipement des établissements de jeunesse

L'Office des établissements de jeunes (ODEJ) de Sétif mène une vaste opération d'équipement des structures de jeunes de la wilaya en les dotant de moyens modernes, a indiqué, samedi, le directeur de cet office, Nacer Fadli.

Le même responsable a précisé à l'APS que cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme du ministère de tutelle visant la mise en place d'équipements modernes dans les structures de jeunesse.

Il a ajouté que cette opération a nécessité un financement estimé à 25 millions de dinars puisé du budget d'équipement de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) dans le but de permettre aux clubs et aux associations activant dans les 92 établissements de jeunesse de la wilaya de s'adonner à leurs activités dans des conditions adéquates, tout en augmentant le nombre d'adhérents, aujourd'hui de 35.000.

A ce jour, 18 téléviseurs, 5 projecteurs de type data show, 4 caméras, 17 appareils photo, 18 équipements mobiles de prise de son (dont 13 mobiles), 5 stabilisateurs trépieds de caméras et d'appareils photo et 5 lots d'instruments de musique ont été livrés, selon M. Fadli.

ALGER

Début des travaux du 20^e Congrès national d'urologie

Les travaux du 20^e Congrès national d'urologie, organisé par l'Association algérienne d'Urologie (AAU), ont débuté, vendredi à Alger, avec la participation de plus de 700 praticiens spécialistes.

S'exprimant à cette occasion, le président de l'AAU, Pr Mohamed Gamoudi, a précisé que cette édition, dont la clôture est prévue samedi, se distingue par "un programme scientifique dense de haut niveau, axé sur les nouveautés, les tendances et les pratiques innovantes les plus récentes en matière d'urologie."

Cette édition connaît également "une participation active" d'urologues algériens, établis en Algérie ou à l'étranger, ce qui dénote "le dynamisme scientifique et l'ouverture internationale caractérisant ces spécialistes dans notre pays".

Il a souligné, en outre, que l'introduction de la "chirurgie robotique" assistée en urologie constitue un "jalon qualitatif" majeur, permettant au patient de "bénéficier, sur le territoire national, d'équipements médicaux répondant aux standards internationaux, réduisant ainsi de manière significative le recours aux soins à l'étranger".

Dans le même sillage, l'intervenant a annoncé que les travaux verront "la retransmission en direct et en simultané, sur écrans géants, de plusieurs interventions chirurgicales robotisées effectuées depuis des centres de référence situés en Chine, en Inde et en France, ce qui offre aux participants l'opportunité de tirer profit d'une expérience scientifique singulière".

Dans le cadre de la lutte contre le cancer de la prostate, le président de l'AAU a mis en exergue "le rôle crucial de ces technologies modernes pour un diagnostic précis et une prise en charge chirurgicale optimale, avec un impact direct sur les résultats thérapeutiques et une amélioration tangible de la qualité de vie des patients".

A noter que le robot chirurgical est un "outil de haute précision", intégralement piloté par le chirurgien, offrant "une vision améliorée et une précision opératoire extrême, difficilement atteignable par les techniques chirurgicales conventionnelles".

Parmi les avantages majeurs de la chirurgie robotique, figurent la haute précision lors de l'acte opératoire, la réduction des complications postopératoires, la diminution de la douleur et des pertes sanguines, ainsi que l'accélération de la phase de convalescence, permettant ainsi de réduire la durée d'hospitalisation".

SKIKDA - JUMELAGE HOSPITALIER

Des opérations de la cataracte pour 13 patients à Azzaba

Treize patients bénéficient, depuis jeudi, d'opérations de la cataracte à l'établissement public hospitalier (EPH) Mohamed-Dandane d'Azzaba (Skikda), dans le cadre d'un programme de jumelage avec le Centre hospitalo-universitaire Benbadis de Constantine.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'EPH Mohamed-Dandane, Ahcène Mechehoud, a indiqué que l'initiative, qui s'étalera sur deux jours, vise à assurer une prise en charge médicale à des patients âgés de plusieurs régions de la wilaya et à rapprocher les services de santé des citoyens.

Il a précisé que l'ensemble des patients ont bénéficié d'examen médicaux préalables.

De son côté, Sabri Daif, chef du service de la santé au même établissement, a déclaré que cette initiative concerne des opérations complexes de la cataracte.

Les interventions chirurgicales sont réalisées par une équipe médicale spécialisée en chirurgie ophtalmologique du CHU de Constantine, en présence d'un staff médical de l'hôpital d'Azzaba.

Toutes les conditions techniques et logistiques ont été mobilisées, notamment la mise à disposition d'un nouveau bloc opératoire, afin d'assurer le déroulement de l'initiative dans les meilleures conditions.

Il s'agit de la quatrième opération du genre dans le cadre de ce jumelage entamé en 2024, a fait savoir la même source, précisant que depuis son lancement, plus de 60 patients ont bénéficié d'opérations de la cataracte.

M. Daif a rappelé que d'autres initiatives similaires sont prévues "prochainement".

APS

BATNA

Plus de 2 milliards de dinars pour le renouvellement des accélérateurs de particules au centre régional de lutte contre le cancer

Un investissement public de 2,3 milliards de dinars vient d'être consenti pour le renouvellement des 3 accélérateurs linéaires de particules (dispositifs médicaux utilisés en radiothérapie) du centre régional de lutte contre le cancer "Défunt Moudjahid Dr Belkacem Hamdiken" de Batna, a indiqué, samedi, le directeur de la santé et de la population, Hamdi Chagouri.



L'opération s'inscrit dans le cadre du programme du Fonds national de lutte contre le cancer pour les années 2025 et 2026 prévoyant l'acquisition de 2 accélérateurs pour une valeur de 1,4 milliard de dinars.

Des équipements qui devraient être mis en service "au cours du 3^e trimestre de l'année en cours au plus tard", les procédures administratives inhérentes à cet investissement ayant été dûment complétées, a ajouté le même responsable dans une déclaration à l'APS.

Les procédures préalables à l'acquisition d'un 3^e accélérateur pour une somme de 900 millions de dinars seront également entamées "dans les prochains jours", selon M. Chagouri qui a souligné que

l'objectif du renouvellement des trois accélérateurs est "d'améliorer les conditions de prise en charge des patients atteints d'un cancer traités par radiothérapie, en leur permettant, notamment, de bénéficier de leurs séances dans les délais appropriés".

Le même responsable a également fait savoir qu'un autre montant de 1,61 milliard de dinars a été alloué, cette année dans le cadre du même programme, pour l'achat des médicaments nécessaires aux patients cancéreux et ce, via la pharmacie centrale des hôpitaux.

Pour rappel, le centre régional de lutte contre le cancer de Batna, opérationnel depuis 2012, dispose de 240 lits.

CHU DE SIDI BEL-ABBES

Session de formation au profit des médecins et infirmiers du service de néphrologie et de dialyse

Le Centre hospitalo-universitaire Abdelkader-Hassani de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a organisé, en collaboration avec le Centre hospitalo-universitaire d'Oran, une session de formation au profit des médecins et infirmiers du service de néphrologie et de dialyse, a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule d'information et de communication du CHU de Sidi Bel-Abbes.

La même source a précisé que cette session, qui s'inscrit dans le cadre de la formation continue et du renforcement de l'échange des expertises scientifiques entre les établissements de santé, s'est déroulée sous la supervision du chef du service de néphrologie et de dialyse du CHU d'Oran, le professeur Meknassi Djamel, avec la participation du chef du service de néphrologie et de dialyse du CHU de Sidi Bel-Abbes, le professeur Bouterfas, ainsi que du maître de conférences, le docteur Negadi.

Cette formation a été axée sur la technique de pose d'un cathéter souple par une petite incision chirurgicale sous anesthésie locale, une technique moderne utilisée pour faciliter l'introduction et l'évacuation du liquide de dialyse péritonéale, en s'appuyant sur la membrane péritonéale comme filtre naturel pour purifier le sang



des toxines et de l'excès de liquides, selon la même source.

Le programme pratique a comporté la réalisation d'une simulation chirurgicale scientifique avant l'application directe de la technique sur un patient, permettant ainsi aux participants d'acquiescer des compétences pratiques précises dans des conditions réelles, tout en respectant strictement les normes d'hygiène et de sécurité médicale afin d'éviter toute complication éventuelle.

La même source a ajouté que la dialyse péritonéale constitue une procédure vitale pour les patients atteints d'insuffisance rénale, assurant une épuration efficace et

sûre du sang des toxines et des liquides en excès. Elle représente également une alternative pratique à l'hémodialyse conventionnelle, avec la possibilité de la pratiquer à domicile dans le respect des conditions de sécurité médicale. Cette formation s'inscrit dans le cadre de la volonté de la direction du Centre hospitalo-universitaire Abdelkader-Hassani d'élever le niveau de la performance médicale et de renforcer la qualité des prestations de santé offerts aux citoyens, traduisant ainsi son engagement en faveur de la formation continue et de l'accompagnement des avancées scientifiques et médicales modernes.

ORAN

Ouverture de 1^{ère} Journée nationale sur la médecine et traumatologie du sport

Quelque 200 spécialistes algériens et étrangers en médecine du sport ont pris part, jeudi à Oran, à la 1^{ère} Journée nationale sur la médecine et traumatologie du sport organisée par l'Association nationale algérienne de médecine du sport, en collaboration avec le service de chirurgie orthopédique et traumatologique "Fellaoucen" du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran.



A l'ouverture de cette manifestation, le directeur de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya d'Oran, Kaci Abdellah, a indiqué que "la médecine du sport est, aujourd'hui, une discipline transversale qui exige une expertise de pointe, alliant prévention, diagnostic précis, techniques chirurgicales innovantes et réadaptation fonctionnelle.

Nos hôpitaux, particulièrement nos structures sanitaires, jouent un rôle moteur dans cette dynamique en offrant non seulement des soins de référence, mais aussi un cadre propice à la formation continue et à la recherche scientifique".

"Cette journée permettra de renforcer les compétences et d'améliorer la prise en charge de nos athlètes et de l'ensemble de la population pratiquant une activité physique", a mis en exergue le même responsable.

Pour sa part, le président de l'Association nationale algérienne de médecine du sport, Dr Hichem Allem, a indiqué que "l'Algérie est déterminée à bâtir un système médico-sportif avancé, où la prise en charge des athlètes doit dépasser le simple traitement pour intégrer la prévention, la rééducation et la recherche scientifique, garantissant ainsi la sécurité des sportifs et l'amélioration des

performances nationales". "Au niveau de notre association, nous oeuvrons à assurer un maximum de performance et de prise en charge complète des blessures, principalement traumatologiques, et nous souhaitons, de ce fait, la réouverture ici à Oran de l'antenne du Centre national de médecine du sport, fermé depuis plusieurs années, vu que la wilaya est devenue un lieu d'organisation de manifestations sportives de grande envergure", a-t-il dit.

Pour le directeur du CHU d'Oran, Madjid Achouri, "la formation continue demeure primordiale dans cette spécialité de médecine du sport et traumatologie et, de jour en jour, les choses changent, d'où l'importance d'une formation médicale continue et la connaissance de toutes les nouveautés en matière de techniques et d'équipements". De son côté, l'expert algérien, responsable du laboratoire de biomécanique à l'hôpital Sébastopol de Reims et professeur à l'Université de Reims Champagne (France), Rédha Taïar, a souligné que "la médecine du sport est une spécialité indispensable, qui nécessite une compréhension approfondie de la biomécanique et des pathologies spécifiques à chaque discipline".

Selon lui, "la maîtrise de cette spécialité est essentielle pour assurer un suivi médical rigoureux, traiter efficacement les traumatismes liés à l'activité physique et optimiser la performance et le quotidien des sportifs". Cette manifestation comporte plusieurs axes tels que "la traumatologie du sport", "l'enfant et le sport", "la lutte anti-dopage", "la loi dans la médecine du sport" et autres.

JOURNÉES MÉDICOCHIRURGICALES D'EL-OUED

Dix interventions délicates menées en neurochirurgie pédiatrique



Dix (10) interventions neurochirurgicales délicates ont été effectuées sur des enfants, dans le cadre des journées médicochirurgicales initiées par l'établissement public-hospitalier "EPH-Benamar Djilani" à El-Oued. L'initiative s'inscrit dans le cadre de démarches du service neurochirurgie de l'EPH tendant à prendre en charge des cas de maladies délicates, après avoir entrepris les diagnostics préalables, a indiqué le directeur

de l'établissement, Djamel Lâamouri. Effectuées avec des équipements de pointe, ces interventions, qui portent sur le traitement de malformations cérébrales congénitales, ont été opérées sous la supervision du Professeur italien Carmine Mottolese, spécialiste en neurochirurgie pédiatrique, avec l'appui d'un staff médical spécialisé composé de trois (3) neurochirurgiens, de réanimateurs-anesthésistes et de 15 agents paramédicaux.

Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés, trois jours durant pour la réussite de cette manifestation qui a duré trois jours. Une session de formation, dédiée aux thèmes liés aux pathologies de crâniosténose, de moelle basse fixée et de diastématomyelie, a été organisée, en marge de ces journées, en direction des praticiens exerçant au niveau des établissements publics hospitaliers et de proximité d'El-Oued, encadrés par le Pr. Mottolese.

Ces journées médicochirurgicales s'inscrivent dans le cadre du plan action pour malades (PAM) arrêté par le ministère de la Santé et visant l'amélioration des prestations et de la prise en charge médicale des malades.

SANTÉ - INTERNATIONAL

PALESTINE

Agression sioniste contre Ghaza: le bilan s'alourdit à 71.654 martyrs

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 71.654 martyrs et 171.391 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué samedi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de 4 martyrs et 12 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 48 heures, a indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 481 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1.313 autres ont été blessés, tandis que les corps de 713 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

ETATS UNIS

La Californie devient le premier Etat américain à rejoindre le réseau de surveillance des épidémies de l'OMS

La Californie est devenue vendredi le premier Etat américain à rejoindre le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie (GOARN) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a annoncé cette décision à l'issue d'une réunion avec le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, selon un communiqué de ses services.

Le GOARN est un réseau international coordonné par l'OMS qui rassemble des centaines d'institutions de santé publique, de gouvernements, de laboratoires, de centres universitaires et d'organisations d'intervention à travers le monde afin de détecter rapidement et de répondre aux menaces sanitaires émergentes.

MPOX

Le CDC Afrique lève l'état d'urgence lié au virus

Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) a annoncé la levée de l'état d'urgence sanitaire continentale liée à l'épidémie de Mpx qui touchait plusieurs pays d'Afrique, rapportent vendredi des médias.

Le centre a indiqué que cette décision, prise à la suite des recommandations du groupe consultatif d'urgence du CDC Afrique, met en avant le renforcement de la sécurité sanitaire du continent, l'efficacité de son leadership, la coopération régionale et le succès des partenariats internationaux dans la gestion de défis complexes en matière de santé publique.

L'agence sanitaire de l'Union africaine a classé pour la première fois l'épidémie comme une urgence de santé publique menaçant la sécurité continentale en août 2024.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'a ensuite qualifiée d'urgence de santé publique de portée internationale.

D'après l'agence, les efforts concertés ont eu des effets mesurables face à ce qu'on appelait autrefois la variole du singe.

Ainsi, entre les périodes de transmission maximale au début et à la fin 2025, les cas suspects ont diminué de 40% et ceux confirmés de 60%.

Le taux de létalité parmi les cas suspects est passé de 2,6% à 0,6%, reflétant l'amélioration de la détection, des soins, de la coordination et de la responsabilité à tous les niveaux.

Le CDC Afrique a cependant averti que la levée de l'état d'urgence sanitaire continentale ne signifiait pas la fin du Mpx en Afrique, soulignant que cette décision marquait le passage d'une réponse d'urgence à une stratégie durable, menée par les pays, visant à éliminer la maladie.

Le Mpx reste endémique dans plusieurs régions.

Une vigilance continue, des investissements ciblés et l'innovation seront essentiels pour consolider les acquis et prévenir une résurgence, a-t-il expliqué.

Le Mpx a été détecté pour la première fois chez des singes de laboratoire en 1958.

Il s'agit d'une maladie virale rare qui se transmet généralement par les fluides corporels, les gouttelettes respiratoires et les matériaux contaminés.

L'infection provoque souvent de la fièvre, des éruptions cutanées et un gonflement des ganglions lymphatiques.

Cheveux : agir dès l'été, pour prévenir la chute d'automne

En automne, c'est bien connu, les cheveux virent à la botte de foin et tombent par poignées. Une mésaventure qui ne vous arrivera pas si vous prenez vos cheveux en main dès cet été.

Cheveux : conservez une belle couleur

Si vous tenez à faire une couleur avant de partir buller, il faut choisir les couleurs ton sur ton sans ammoniac qui, au fil des semaines, évolueront naturellement ce qui créera de jolis reflets. Sauf qu'en été, on cumule facilement le chlore, le sel et le soleil : le trio mortel de la coloration ! Les écailles du cheveu s'écartent suite à l'altération de son film hydrolipidique. Résultat : cheveux secs, pointes fourchues et éclat en berne.

Pendant les vacances : commencez une cure de gélules solaires trois semaines avant le départ (et à poursuivre encore deux mois) pour hydrater votre organisme de l'intérieur et faire le plein d'antioxydants, vos meilleures armes contre le rayonnement UV. Au soleil, appliquez une crème de mono sur vos cheveux secs ou légèrement humides aussi souvent que nécessaire. Le soir, après un bon brossage tête en bas, shampooing obligé avec un produit spécial soleil, puis pose d'un masque nourrissant puis rinçage soigneux. Deux fois par semaine, remplacez le masque par un soin repigmentant.

Et en septembre ? Prenez rendez-vous avec un bon coloriste et allez-y avec le modèle de vos rêves trouvé dans un magazine. Oui, même pour la couleur. Car "noisette" n'évoque pas la même nuance à tout le monde. Alors, pour bien se comprendre, on se parle par images interposées. Et, comme sur la plage, on continue à prendre le plus grand soin de ses cheveux, avec des shampoings et des soins après-shampooing pour cheveux colorés.

Cheveux : prenez-en soin

Même avec la meilleure volonté du monde, on finit par martyriser nos cheveux sans même le savoir. Il suffit de petits gestes machinaux répétés à l'envi, de



techniques de coiffage comme le brushing mal exécutées ou trop fréquemment pour que nos cheveux, déjà fragilisés par le soleil et le sel, finissent par déclarer forfait. C'est dès les vacances qu'il faut changer ses habitudes pour que nos cheveux abordent la rentrée en pleine forme.

Pendant les vacances : brossez-vous les cheveux dans le bon sens, c'est-à-dire en partant des pointes et en remontant. Laissez-les naturels aussi souvent que

possible car les laques et autres gels fixants ont le chic de dessécher les cheveux car ils contiennent tous de l'alcool. Autre actif à fuir, le silicone qui fait briller et gaine tellement le cheveu qu'il lui enlève tout tonus naturel. Pour le dépiler, on lit les étiquettes, si "diméthicone" apparaît en début ou milieu de liste, on zappe ! En fin de citation, on peut faire un écart de temps à autre, mais un écart très contrôlé !

Et en septembre ? Filez chez le coif-

feur vous faire couper les fourches avant que le cheveu ne casse. Une bonne coupe avec, si possible, la possibilité d'un séchage naturel pendant quelque temps. Surtout pas de lisseur au quotidien, il n'y a pas plus efficace pour dessécher le cheveu et le rendre terne. Quant au séchoir, contrairement à la brosse, on l'utilise de la racine vers les pointes pour lisser les écailles dans le bon sens. Et on le règle sur une température moyenne pour éviter de brûler le cheveu.

Cheveux : évitez la chute

En automne, c'est réglé comme du papier à musique : nos tifs font les frais de la loi sur la pesanteur. En clair, on les retrouve au fond de la baignoire, dans son assiette, sur son col... Pourquoi une telle chute ? Parce que les rayons solaires augmentent la sécrétion des hormones responsables de la croissance des cheveux. S'il sont plus nombreux qu'avant au fond de la baignoire, c'est aussi parce qu'ils arrivent plus nombreux en fin de vie ! Rien de grave, donc ! Quand la croissance sera ralentie, la chute s'endigera d'elle-même. Mais on peut prévenir la chute par de petites astuces.

Pendant les vacances : équilibrez votre alimentation qui doit apporter suffisamment de protéines, constituant de la kératine, et de vitamines, notamment de la B6. Cela n'empêchera les cheveux en fin de vie de tomber mais favorisera une bonne repousse.

Et en septembre ? Une fois la chute amorcée, on stimule son cuir cheveu avec un complexe d'huiles essentielles ou des soins spécifiques en cure de 21 jours, tout en continuant d'équilibrer ses menus. Eventuellement, une fois la cure de gélules solaires terminée, on peut envisager de prendre des compléments alimentaires capillaires pendant deux mois.



deux fois par semaine. Pour une cure intensive, il est bienvenu d'ajouter au traitement par un masque hydratant de

façon hebdomadaire ou, pour un entretien, par un soin après-shampooing hydratant sans rinçage.

Un remède miracle contre les cheveux gris



Adieu les cheveux gris ! Un traitement miracle pour repigmenter les cheveux et la peau vient d'être découvert par des chercheurs hollandais, allemands et britanniques.

Un nouveau traitement pourrait bouleverser la vie des personnes souhaitant cacher leurs cheveux grisonnants ou traiter la peau en cas de vitiligo, cette maladie caractérisée par une dépigmentation de l'épiderme.

Découvert par des chercheurs hollandais, allemands et britanniques, et annoncé par la revue scientifique The FASEB Journal, le composé en question, une enzyme catalase modifiée, agit en inversant le stress oxydatif responsable de la décoloration des cheveux et la dépigmentation de la peau.

"À ce jour, il ne fait aucun doute que la perte soudaine de la pigmentation de la peau et de la couleur des cheveux peut affecter les personnes à plusieurs niveaux", affirme l'auteur de l'étude, Karin Schallreuter, avant d'ajouter que "l'amélioration de la qualité de vie après un repigmentation totale ou partielle a été documentée".

Les recherches ont été menées sur 2 411 patients atteints de vitiligo. En rétablissant leurs niveaux d'enzymes anti-oxydantes, les scientifiques ont réussi à pigmenter la peau et les cils des patients.

Pour le moment, la date de mise sur le marché du produit n'a pas encore été annoncée.

de nos journaux

PELLICULES

Quels traitements pour quels symptômes?

On se gratte, ça démange, ça rougit, des pellicules apparaissent... Le cuir chevelu signale son inconfort. Il est temps de réagir et de le traiter avec des solutions adaptées.

Du simple gratouillis au problème plus sérieux de psoriasis, le cuir chevelu peut nous mettre dans tous nos états ! Aujourd'hui, le problème des pellicules et du cuir chevelu sensible touche un homme sur deux, mais concerne également 44 % des femmes. « Les connaissances physiologiques en matière de cuir chevelu ont évolué : « l'effet réservoir » du follicule sébacé est une découverte scientifique importante, explique le Dr Vincent Durosier, médecin généraliste et directeur médical des laboratoires Ducray. Les molécules actives de petite taille contenues dans les produits traitants pénètrent à la base du cheveu jusqu'au derme, et agissent ainsi sur une longue durée. » En clair, une fois appliqué sur le cuir chevelu, un shampooing ou une lotion reste efficace pendant 24 heures et jusqu'à plusieurs jours.

De plus, depuis peu, les shampoings traitent les problèmes de cuir chevelu se sont nettement améliorés. Les laboratoires proposent désormais des produits beaucoup plus agréables à utiliser, grâce à des galéniques proches des shampoings classiques. Ces produits autrefois très médicaux « sont devenus de véritables soins pour la beauté des cheveux, qui préservent aussi l'éclat et la brillance », souligne le Dr Durosier. Il n'y a pas à choisir entre efficacité et douceur, d'autant que les problèmes de cuir chevelu sont généralement associés à des cheveux fatigués et en manque de tonus, qui dit efficacité longue durée, dit aussi traitement plus efficace...

Pour de simples squames, un soin antipelluculaire

À l'état normal, le cuir chevelu est recouvert de squames qui s'éliminent naturellement au lavage et au brossage. Il arrive que ce processus s'emballe et soit perturbé. Les pellicules apparaissent alors sous forme de squames visibles plus ou moins épaisses, blanches ou jaunes, adhérentes ou tombant en neige sur les épaules selon la nature du cuir chevelu (tendance grasse ou sèche).

En cause, tout ce qui peut aggraver la peau du cuir chevelu, que ce soit des facteurs internes (stress, maladie, fatigue) ou externes (pollution, cosmétiques, chlore, froid, frotements). Face à ces agressions, le cuir chevelu réagit et son renouvellement épidermique s'emballe. Plus épaisse, la couche de cellules cornées desquame de manière importante sous la forme de pellicules. L'inflammation provoque la prolifération d'un champignon, le malassezia,



naturellement présent sur le cuir chevelu. Un cercle vicieux s'installe. La multiplication du champignon entraîne l'inflammation, laquelle développe l'hyperprolifération des kératinocytes qui, à son tour, alimente le champignon.

On évite les frictions excessives, en particulier les gommages du cuir chevelu. Mais aussi les agressions dues à des coups de brosse intempestifs, des coiffures trop serrées comme les tresses, la chaleur du séchoir, l'utilisation d'agents lavant trop agressifs et de produits de styling occlusifs (contenant, par exemple, de la paraffine).

Un simple shampooing suffit si la base lavante douce contient un antilongue pour limiter le développement du champignon (pyroctone olamine, zinc pyrithione, ichtyol), un actif apaisant pour soulager les irritations (bisabolol, glycolle) et un kératolytique pour éliminer les squames du cuir chevelu (acide salicylique, glycolate de guanidine). Des agents de soin chevelu ont la fibre capillaire (glycérine, huiles végétales ou de synthèse). Il faut laisser poser le shampooing entre trois et cinq minutes afin de le lui permettre d'agir.

Le traitement agit entre 15 jours à 3 semaines à raison de 3 à 5 applications par semaine. Afin d'éviter les récurrences, un shampooing d'entretien est préconisé tous les 8 à 15 jours. Une lotion est complémentaire, mais pas obligatoire. Elle contient les mêmes ingrédients que le shampooing afin d'augmenter l'efficacité du traitement au quotidien. Elle doit se choisir peu ou pas alcoolisée pour ne pas dessécher le cuir chevelu.

Quand aller voir un dermatologue ? Si l'emploi des shampoings et des lotions anti-pelluculaires n'a donné aucun résultat dans les mois qui suivent, que les symptômes s'aggravent. Les traitements médicaux correspondent à des anti-inflammatoires plus puissants, c'est-à-dire des corticostéroïdes locaux sous forme de shampooing, mousse, crème et lotion destinés à rétablir le cycle normal de 28 jours du renouvellement épidermique.

On ne connaît pas les causes de la maladie, mais on sait qu'elle est génétiquement déterminée et qu'elle correspond à un renouvellement épidermique accéléré de huit jours au lieu de 28 normalement. L'état inflammatoire est chronique, et rythmé par des poussées, qui ont lieu sous l'influence du stress, de la fatigue, du surmenage et de la prise de médicaments. Cette maladie de peau est systématiquement aggravée par les frotements, que ce soit le port de couvre-chefs trop serrés comme un casque de moto ou un bonnet, les gommages, les frictions avec une serviette, le simple fait de se gratter...

Cette maladie de peau se soigne, mais ne se guérit malheureusement pas. Le traitement local consiste en l'application d'un shampooing à la cortisone forte que l'on laisse agir 15 minutes sur le cuir chevelu non mouillé avant d'émulsionner. Un jour sur deux, on alterne avec un shampooing anti-pelluculaire (Kéulal DS Ducray) que l'on pose sur le cuir chevelu une à deux heures avant de procéder au shampooing. Le psoriasis se traite également grâce à l'application d'une crème à la cortisone forte et un dérivé de vitamine D. Il faut patienter 6 à 8 semaines pour voir les premières améliorations. Les traitements oraux sont réservés aux cas les plus graves.

ence, elle s'applique rare par rare avant de masser doucement sans froter.

Lorsque les symptômes persistent en dépit d'un changement d'habitudes dans le soin des cheveux, il faut voir un dermatologue. Ce spécialiste détermine alors la part de l'inflammation et de la desquamation dans la dermatite séborrhéique.

Car en soignant l'une, on risque d'aggraver l'autre. Si les pellicules sont visibles et gênantes (dermite sévère), le médecin prescrit un shampooing kératolytique efficace, mais aussi très décapant pour le cuir chevelu. Afin d'obtenir une action durable, et en cas de dermite très inflammatoire, un traitement topique médical à base de corticostéroïdes s'ajoute sous forme de crème, mousse ou lotion à appliquer tous les jours.

En cas de psoriasis, on va chez le dermatologue

Considérée comme auto-immune, le psoriasis peut également atteindre le cuir chevelu sous forme de plaques épaisses et en relief, de squames adhérentes et jaunes, reposant sur une base inflammatoire. Le prurit est constant et l'aspect esthétique de la chevelure est mis à mal.

On ne connaît pas les causes de la maladie, mais on sait qu'elle est génétiquement déterminée et qu'elle correspond à un renouvellement épidermique accéléré de huit jours au lieu de 28 normalement. L'état inflammatoire est chronique, et rythmé par des poussées, qui ont lieu sous l'influence du stress, de la fatigue, du surmenage et de la prise de médicaments. Cette maladie de peau est systématiquement aggravée par les frotements, que ce soit le port de couvre-chefs trop serrés comme un casque de moto ou un bonnet, les gommages, les frictions avec une serviette, le simple fait de se gratter...

Cette maladie de peau se soigne, mais ne se guérit malheureusement pas. Le traitement local consiste en l'application d'un shampooing à la cortisone forte que l'on laisse agir 15 minutes sur le cuir chevelu non mouillé avant d'émulsionner. Un jour sur deux, on alterne avec un shampooing anti-pelluculaire (Kéulal DS Ducray) que l'on pose sur le cuir chevelu une à deux heures avant de procéder au shampooing. Le psoriasis se traite également grâce à l'application d'une crème à la cortisone forte et un dérivé de vitamine D. Il faut patienter 6 à 8 semaines pour voir les premières améliorations. Les traitements oraux sont réservés aux cas les plus graves.

Comment discipliner Les cheveux secs ?

Difficiles à discipliner, les cheveux secs sont responsables d'un inconfort majeur. Comment rectifier ce terrain désagréable ? Et pourquoi utiliser des produits pour cheveux secs ?

Avec un aspect de paille, ils sont rêches au toucher, ternes, cassants, fourchus, difficiles à coiffer et à démêler, particulièrement électriques... Ne cherchez pas davantage, vous avez les cheveux secs ! Deux raisons possibles : un déficit constitutionnel au niveau de la sécrétion sébacée ou une agression temporaire.

Secs en réaction à...

Un excès de soleil, d'eau de mer, d'eau chlorée, de shampoings trop détergents, de permanentes, de brushings trop chauds, de brossages intensifs, de décolorations ou de colorations... figurent parmi les causes les plus fréquentes d'agression occasionnant une sécheresse capillaire. La première mesure consiste donc à supprimer la ou les causes.

Secs par nature

Les cheveux dits « normaux » sont correctement lubrifiés par le sébum. Les

écailles sont aplaties et bien imbriquées les unes dans les autres. Mais lorsque le cuir chevelu et les cheveux sont insuffisamment protégés et lubrifiés, les conséquences ne passent pas inaperçues.

Particulièrement lisse, le cuir chevelu devient facilement irrité. Il perd de sa souplesse provoquant un inconfort cutané, des tiraillements et des squames (pellicules sèches). Les cheveux deviennent secs, cassants et ternes. Ils présentent alors une porosité et une fragilité accrue avec souvent des pointes qui fourchent. Les écailles se soulèvent rendant les cheveux vulnérables.

Comment agissent les produits « cheveux secs » ?

Shampoings, masques, baumes... « spéciaux cheveux secs » vont venir restaurer le film hydrolipidique, protéger les cheveux et leur apporter les éléments nutritifs essentiels. Les shampoings vont contenir des bases lavantes très douces et des agents antistatiques pour faciliter le brossage et le démêlage. En cas de cheveux secs, il est conseillé d'utiliser un shampooing nourrissant et réparateur avec à

SAHARA OCCIDENTAL L'interdiction "arbitraire" imposée à Aminatou Haidar de quitter le Sahara occidental occupé vise à "réduire au silence les voix dissidentes"

Le Comité belge de soutien au peuple sahraoui a condamné, vendredi, l'interdiction "arbitraire" imposée par l'occupant marocain à la défenseure sahraouie des droits humains, Aminatou Haidar, de quitter le territoire du Sahara occidental occupé, soulignant que cette "politique systématique de répression" vise à "réduire au silence les voix dissidentes".

"Le Comité belge de soutien au peuple sahraoui exprime sa plus vive indignation et sa solidarité totale avec la défenseure sahraouie des droits humains Aminatou Haidar, victime d'une nouvelle mesure arbitraire et répressive des autorités marocaines d'occupation, qui lui ont interdit de quitter le territoire du Sahara occidental afin d'accéder à des soins médicaux urgents", a-t-il indiqué dans un communiqué. Selon ce comité, cette décision constitue "une violation flagrante du droit international, du droit fondamental à la liberté de circulation et du droit à la santé". Elle met gravement en danger la vie et l'intégrité physique d'une militante pacifique internationalement reconnue, lauréate du Prix Right Livelihood 2019, et symbole de la lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination", a-t-il ajouté.

Le Comité belge de soutien au peuple sahraoui a estimé, à ce titre, que l'interdiction imposée à Aminatou Haidar "s'inscrit dans une politique systématique de répression, d'isolement et de châtiment collectif menée" par l'occupation marocaine contre les défenseurs sahraouis des droits humains dans les territoires occupés.

"Elle vise à réduire au silence les voix dissidentes, à entraver l'accès aux soins médicaux, à empêcher toute

présence dans les espaces internationaux et à maintenir un climat de peur et d'impunité", a-t-il soutenu.

Il a rappelé, dans ce contexte, qu'Aminatou Haidar est une survivante de la répression et de la torture.

"Les lourdes séquelles physiques et psychologiques dont elle souffre aujourd'hui sont la conséquence directe des crimes commis par les forces d'occupation marocaines", a-t-il affirmé.

Pour ce comité, lui refuser l'accès à des soins spécialisés constitue "une forme supplémentaire de persécution et de violence institutionnelle".

Face à cette situation, le Comité belge de soutien au peuple sahraoui a exigé, "la levée immédiate et inconditionnelle de l'interdiction de sortie du territoire imposée à Aminatou Haidar", "la fin de toutes les formes de harcèlement, de surveillance et de répression contre les défenseurs sahraouis des droits humains" et "le respect effectif du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, tel que reconnu par les Nations unies". Il a appelé la communauté internationale, les Nations unies, l'Union européenne, l'Union africaine à "assumer pleinement leurs responsabilités politiques, juridiques et morales" et à "mettre fin au silence et à l'inaction face aux violations graves et répétées commises par le Maroc".

GUINÉE Le Premier ministre Bah Oury présente la démission de son gouvernement

Le gouvernement guinéen dirigé par le Premier ministre Bah Oury a présenté sa démission après l'investiture du président Mamadi Doumbouya, ont rapporté vendredi des médias locaux.

Selon les médias, le gouvernement dirigé par Amadou Oury Bah a rendu sa démission jeudi, à l'issue du conseil des ministres tenu au palais présidentiel.

Les mêmes sources ont précisé que cette démission collective constitue "une tradition républicaine en Guinée après une investiture présidentielle" et qu'elle

"marque la fin officielle de l'ère de transition et l'ouverture d'un nouveau chapitre pour la Guinée". Par décret lu ce jeudi 22 janvier 2026 sur les antennes des médias d'Etat, le président Mamadi Doumbouya a mis fin aux fonctions du Premier ministre, chef du gouvernement, Bah Oury, ainsi qu'à celles de l'ensemble des membres du gouvernement", selon les médias.

Dans ce même décret, le président Doumbouya a instruit "le ministre directeur de cabinet de la Primature, le directeur de cabinet du ministère de la Défense natio-

nale, les secrétaires généraux des ministères ainsi que les secrétaires généraux adjoints du gouvernement et des affaires religieuses d'assurer l'expédition des affaires courantes, en attendant la nomination d'une nouvelle équipe gouvernementale". Pour rappel, Mamadi Doumbouya a été élu dès le premier tour de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025 avec 86,72% des voix et a été investi le dimanche 17 janvier 2026. La cérémonie de prestation de serment s'est tenue au stade général Lansana Conté de la capitale Conakry.

SÉNÉGAL La réunion préparatoire de l'ONU sur l'eau suscite des attentes dans la société civile

Des représentants d'ONG sénégalaises et internationales ont exprimé vendredi à Dakar, leurs attentes à l'égard de la réunion préparatoire de haut niveau de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026, prévue du 26 au 27 janvier à Diamniado, près de la capitale sénégalaise. "La réunion de haut niveau de Dakar est conçue pour être inclusive et collaborative.

Elle aidera à susciter des idées novatrices et à initier

des partenariats constructifs qui mèneront aux Emirats arabes unis et au-delà", a déclaré Abdoul Aziz Faye, coordonnateur de la Plateforme des organisations de la société civile de l'eau et de l'assainissement du Sénégal (POSCEAS). Selon lui, les parties prenantes sont encouragées à contribuer activement tout au long des séances, afin que les différentes perspectives soient entendues et prises en compte durant les délibérations.

REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN CÔTE D'IVOIRE Une large majorité des ministres maintenue en fonction

Une large majorité des ministres ivoiriens est maintenue en fonction dans le gouvernement de Robert Beugré Mambé, à l'occasion d'un remaniement opéré vendredi, un mois après les législatives, largement remportées par le parti au pouvoir. Un gouvernement de 35 ministres a été annoncé par la présidence ivoirienne dans un communiqué, au lendemain de la reconduction du Premier ministre sortant, Robert Beugré Mambé.

Au total, une trentaine de ministres ont été reconduits. Le ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, influent frère du chef de l'Etat et souvent cité parmi les successeurs potentiels de celui-ci,

conservait son portefeuille et devient vice-Premier ministre, un poste nouveau. Six femmes, les mêmes que dans le gouvernement précédent, restent dans la liste.

Kaba Nialé passe notamment de l'Economie aux Affaires Etrangères, avec le rang de ministre d'Etat.

Quatre ministres quittent l'équipe gouvernementale et notamment celui de l'Agriculture, Kobenan Kouassi Adjoumani, au gouvernement depuis 2011, à l'heure où le secteur du cacao, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial, connaît d'importants blocages. Parmi les cinq entrants, Hien Sié, le patron du

port d'Abidjan est nommé aux Infrastructures et Entretien routier. Le principal changement institutionnel post-législatives, remportées par le parti au pouvoir avec près de 80% des députés, aura été l'élection de Patrick Achi, ancien Premier ministre, à la tête de l'Assemblée nationale.

Le poste de vice-président, dauphin constitutionnel du chef de l'Etat, n'était pas concerné par ce remaniement. Il reste occupé par Tiemoko Meyliet Koné. Alassane Ouattara, réélu en octobre, pour un quatrième mandat avec près de 90% des voix démarre donc son quatrième mandat dans la continuité du précédent.

SOUDAN UNICEF: des conditions humanitaires "extrêmement difficiles" pour les enfants au Darfour

Les enfants sont confrontés à des conditions humanitaires "extrêmement difficiles" dans la région du Darfour, au Soudan, a indiqué vendredi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), soulignant que des milliers d'entre eux font face à des déplacements répétés, à des traumatismes psychologiques et à un manque sévère de services de base dans un contexte de poursuite des combats.

La porte-parole de l'Unicef, Eva Hinds, a affirmé qu'une délégation de l'organisation s'est rendue récemment au Darfour, ce qui lui a permis de constater de près la situation des enfants, en particulier les plus vulnérables.

Elle a précisé que "le Darfour a été le théâtre de violents combats pendant une longue période et qu'un grand nombre d'enfants ont été déplacés non pas une seule fois, mais à deux reprises".

La visite de la délégation de l'Unicef coïncidait avec les derniers jours d'une vaste campagne de vaccination contre la rougeole, lancée début janvier par l'organisation onusienne en collaboration avec les autorités sanitaires et leurs partenaires, visant six millions d'enfants dans l'ensemble des Etats du Darfour.

Mme Hinds a insisté sur le fait que la surpopulation dans les sites de déplacement accroît considérablement les risques pour la santé publique et la propagation de maladies, relevant que "la localité de Tawila, au Nord-Darfour, est devenue l'un des plus importants regroupements de personnes déplacées à l'intérieur du Darfour".

Les estimations font état d'environ 500.000 personnes présentes dans cette zone, où les arrivées se poursuivent dans des conditions extrêmement précaires.

Le conflit au Soudan prive 8 millions d'enfants d'éducation

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a affirmé, vendredi, que le conflit en cours au Soudan a, jusqu'à présent, privé environ 8 millions d'enfants de leur droit fondamental à l'éducation.

Dans un communiqué, l'UNICEF a précisé que 6 400 écoles sont totalement fermées à travers le pays et ne fournissent aucun service éducatif, tandis que 11 % des établissements scolaires sont utilisés comme abris pour les familles déplacées ou à des fins non éducatives.

L'Organisation a indiqué que le déplacement forcé a eu un impact majeur sur le déroulement du processus éducatif, relevant qu'environ 5 millions d'enfants ont été contraints de quitter leurs foyers, ce qui a entraîné leur séparation d'avec leurs enseignants et les supports pédagogiques.

Elle a ajouté qu'une école sur trois est devenue non opérationnelle en raison des destructions ou d'autres dommages causés par le conflit.

Selon l'UNICEF, ces chiffres "reflètent une grave crise éducative qui menace l'avenir d'une génération entière au Soudan", appelant les parties concernées et la communauté internationale à agir immédiatement afin de fournir des alternatives éducatives aux enfants affectés et de protéger les écoles contre leur utilisation comme abris ou sites de conflit.

L'Organisation a souligné que "garantir l'éducation des enfants n'est pas une option, mais un devoir humanitaire fondamental qui doit être une priorité", en particulier dans les zones de conflit où les risques sont accrus et les effets de la violence sur l'enfance s'intensifient.

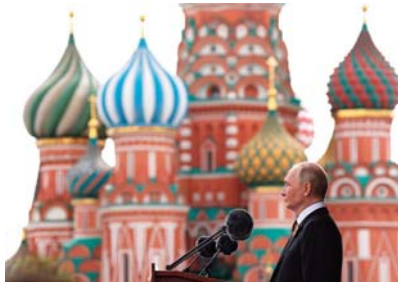
Elle a averti que la poursuite de la crise entraînera des conséquences à long terme pour les enfants, notamment la perte de compétences essentielles et l'augmentation des taux de décrochage scolaire, appelant les organisations humanitaires à renforcer leurs efforts pour fournir un soutien éducatif et psychosocial aux enfants et aux personnes déplacées dans les zones touchées.

Depuis avril 2023, le pays est en proie à un conflit armé entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, ayant causé la mort de dizaines de milliers de personnes et le déplacement de millions d'autres.

APS

DONBASS, LIGNE ROUGE DU KREMLIN Moscou durcit ses exigences à la veille de pourparlers sensibles à Abou Dhabi

À l'approche de discussions diplomatiques présentées comme cruciales pour l'avenir du conflit en Ukraine, la Russie a réaffirmé avec une fermeté sans équivoque sa position sur le dossier territorial, exigeant le retrait des forces armées ukrainiennes du Donbass comme condition préalable à tout règlement durable.



Par Abed Meghīt

Cette exigence a été formulée vendredi, alors que des responsables russes, ukrainiens et américains s'apprêtent à se retrouver à Abou Dhabi pour des pourparlers qualifiés d'inédits dans le cadre d'un plan de règlement promu par Washington.

Le message de Moscou a été porté par le porte-parole du Kremlin, Dmitri Piskov, qui a insisté sur le caractère central de la question territoriale dans toute tentative de sortie de crise.

Selon lui, sans un règlement clair du statut du Donbass, il serait illusoire d'espérer la conclusion d'un accord de long terme susceptible de mettre fin à plus de trois années de guerre.

Le retrait des troupes ukrainiennes de cette région de l'est de l'Ukraine est ainsi présenté par la Russie comme un préalable incontournable, traduisant une ligne politique rigide et assumée.

Le Donbass, territoire à forte valeur stratégique, industrielle et minière, englobe principalement les régions de Donetsk et de Lougansk.

Partiellement contrôlée par les forces russes, la région de Donetsk demeure l'épicentre des combats les plus violents depuis le déclenchement de l'offensive russe à grande échelle en 2022.

Les affrontements y ont causé, selon des estimations concordantes, des dizaines de milliers de morts, civils et militaires confondus, et ont profondément bouleversé l'équilibre géopolitique européen.

Cette nouvelle séquence diplomatique s'inscrit dans un contexte international particulièrement dense.

La réunion d'Abou Dhabi intervient au lendemain de deux rencontres de haut niveau qui illustrent l'intensification des efforts diplomatiques autour du conflit.

À Davos, le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est entretenu avec le président américain Donald Trump, tandis qu'à Moscou, le président russe Vladimir Poutine recevait les émissaires américains Steve Witkoff et Jared Kushner.

Ces échanges successifs témoignent du rôle central que les États-Unis entendent jouer dans la recherche d'un compromis, malgré la complexité des positions en présence.

Du côté ukrainien, le président Volodymyr Zelensky a reconnu que la question territoriale reste le principal point de désaccord entre Kiev et Moscou.

Il a confirmé que le dossier du Donbass serait au cœur des discussions prévues à Abou Dhabi, appelées à se dérouler sur deux jours.

Conscient de la sensibilité des enjeux, le chef de l'État ukrainien a indiqué qu'il prévoyait de rester en contact étroit avec son équipe de négociateurs sur place, notamment par des échanges téléphoniques, afin de coordonner la position de Kiev dans le cadre de cette réunion tripartite.

À ce stade, l'architecture exacte des discussions demeure incertaine.

Il n'est pas confirmé que les délégations russe et ukrainienne négocieront directement face à face.

Depuis l'annonce, en novembre dernier, d'un plan américain visant à trouver une issue au conflit, aucun cycle structuré de négociations directes n'a véritablement vu le jour.

Le dernier épisode de ce type remonte à juillet

2025 à Istanbul, sans débouché politique notable, hormis des accords limités portant sur des échanges de prisonniers et de dépouilles de soldats.

Sur le plan des représentations, Moscou a choisi de confier la conduite de sa délégation au général Igor Kostoukov, chef des renseignements militaires russes.

Cette désignation souligne la dimension sécuritaire et stratégique accordée par le Kremlin à ces pourparlers, dans un contexte où la frontière entre diplomatie et rapport de force militaire demeure étroite.

Kiev, pour sa part, sera représentée par une délégation de haut niveau comprenant le secrétaire du Conseil de sécurité Roustem Omerov, le chef de cabinet présidentiel Kyrylo Boudanov, son adjoint Serguï Kyslytsia, le chef du parti présidentiel David Arakhamia, ainsi que le chef d'état-major des forces armées ukrainiennes, le général Andriï Gnatov.

Le conseiller diplomatique du Kremlin, Iouri Ouchakov, a qualifié de « utile à tous points de vue » l'entretien tenu la veille à Moscou entre Vladimir Poutine et Steve Witkoff.

Il a également annoncé la tenue, en marge des discussions politiques, d'une réunion consacrée aux questions économiques entre l'émissaire américain et Kirill Dmitriev, représentant spécial du Kremlin pour les affaires économiques internationales.

Cette dimension économique rappelle que toute perspective de règlement du conflit ne pourra faire l'impasse sur des dossiers sensibles tels que les sanctions, la reconstruction et les équilibres énergétiques.

Malgré les déclarations affirmant un intérêt pour une solution politico-diplomatique, la Russie n'a pas dissimulé sa détermination à poursuivre ses objectifs militaires tant qu'aucun accord concret ne sera trouvé.

Selon Iouri Ouchakov, Moscou continuera d'atteindre ses objectifs « sur le champ de bataille », confirmant que la pression militaire reste un levier central de sa stratégie de négociation.

À Davos, Volodymyr Zelensky a adopté un ton particulièrement sévère à l'égard des partenaires européens de l'Ukraine.

Il a décrit une Europe « fragmentée » et « perdue », incapable selon lui d'exercer une influence décisive sur les positions de Donald Trump et manquant de volonté politique face à Vladimir Poutine.

Ces propos traduisent une inquiétude croissante à Kiev quant à la solidité du soutien occidental, à un moment où la guerre s'enlise et où les équilibres politiques internationaux évoluent rapidement.

Lors de son échange avec le président américain, qualifié de positif mais complexe, Volodymyr Zelensky a affirmé être parvenu à un accord sur les garanties de sécurité que les États-Unis devraient offrir à l'Ukraine afin de prévenir toute nouvelle offensive russe.

Cette question des garanties reste centrale pour Kiev, qui redoute qu'un cessez-le-feu ou un accord partiel ne conduise à une situation gelée favorable à Moscou.

Pendant que les tractations diplomatiques se poursuivent, la situation sur le terrain demeure extrêmement préoccupante.

La Russie a intensifié ces derniers mois ses frappes sur les infrastructures énergétiques ukrainiennes, provoquant des coupures massives d'électricité et de chauffage, notamment à Kiev, alors que le pays affronte des conditions hivernales rigoureuses.

Ces attaques accentuent la pression sur les autorités ukrainiennes et renforcent l'urgence d'une solution politique, même provisoire.

À la veille des discussions d'Abou Dhabi, le conflit ukrainien apparaît ainsi à un moment charnière.

Entre exigences territoriales russes, préoccupations sécuritaires ukrainiennes et médiation américaine sous haute tension, les marges de manœuvre semblent étroites.

Le Donbass, plus que jamais, s'impose comme la clé de voûte d'un conflit dont l'issue continue de façonner l'équilibre géopolitique mondial.

CONSEIL DE SÉCURITÉ Débat public lundi sur la réaffirmation de la primauté du droit international

Le Conseil de sécurité des Nations unies tiendra, lundi prochain, une séance de débat public de haut niveau sur le thème "Réaffirmer la primauté du droit international: voies pour relancer la paix, la justice et le multilatéralisme", dans le cadre du point intitulé "Renforcement de la primauté du droit dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales".

Lors de cette séance, des exposés seront présentés par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, ainsi que par l'ancien juge à la Cour internationale de Justice (CIJ), Abdulqawi Yusuf.

La séance sera présidée par le président somalien, Hassan Sheikh Mohamud, dont le pays assure la présidence du Conseil onusien ce mois-ci.

La Somalie a élaboré une note conceptuelle pour ce débat public, soulignant le rôle essentiel que joue la primauté du droit dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que dans le renforcement du multilatéralisme de manière plus large.

Elle met également en avant l'importance de la primauté du droit pour les États membres ayant souffert de conflits et d'inégalités, notamment en Afrique.

La note conceptuelle indique aussi que les violations répétées du droit international dans les récents conflits armés ont créé l'impression d'une érosion de la primauté du droit international, notant que cette perception alimente la méfiance et contribue, à terme, à l'affaiblissement progressif de l'État de droit.

La CIJ a, par ailleurs, rendu plusieurs ordonnances ces dernières années faisant état de mesures conservatoires.

Le 26 janvier 2024, la Cour a ainsi émis une ordonnance indiquant des mesures provisoires dans l'affaire introduite par l'Afrique du Sud contre l'entité sioniste, l'accusant de violations de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Dans ce contexte, la réunion de lundi se concentrera sur le rôle que le Conseil de sécurité et les autres organes des Nations Unies peuvent jouer pour renforcer la primauté du droit international, ainsi que sur le respect par le Conseil de son mandat au titre de la Charte et l'adoption de mesures visant à renforcer le respect du droit international.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION Guterres appelle à construire des systèmes éducatifs inclusifs pour tous

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé à construire des systèmes éducatifs "inclusifs, résilients et innovants" pour tous, à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, célébrée le 24 janvier de chaque année.

"L'éducation est un droit humain, un tremplin vers plus de possibilités, de dignité et de paix.

Pourtant, 272 millions d'enfants et de jeunes de par le monde n'ont pas accès à l'éducation en raison de la pauvreté, de la discrimination, des conflits, des déplacements et des catastrophes", a écrit M.

Guterres dans un message publié samedi sur le site officiel de l'ONU à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation.

"En cette Journée internationale de l'éducation, j'engage tous les gouvernements, partenaires et donateurs à faire de l'éducation une priorité dans leurs politiques, leurs budgets et leurs efforts de redressement", a souligné le patron de l'ONU.

"Nous devons combler les fossés persistants en matière de financement, d'accès et de qualité qui privent les jeunes de l'avenir auquel ils aspirent et qu'ils méritent", a-t-il encore dit.

Et de poursuivre: "Comme nous le rappelle le thème de cette année, nous devons avant tout écouter la voix des jeunes eux-mêmes et répondre à leurs appels demandant un personnel enseignant qualifié, une formation à l'acquisition d'aptitudes et de compétences adaptées à un monde en mutation et un accès équitable à la technologie".

"Ensemble, construisons des systèmes éducatifs inclusifs, résilients et innovants pour toutes et tous", a conclu M. Guterres dans son message.

APS

PALESTINE

Le bureau des droits humains de l'ONU "horriifié" par la poursuite des violences à Ghaza

Le bureau des droits humains des Nations unies s'est dit, vendredi, "horriifié" par la poursuite des violences à Ghaza, où des centaines de personnes sont tombées en martyrs depuis le début de la trêve.



"La crise à Ghaza est loin d'être terminée", a affirmé Ajith Sunghay, chef du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) dans les territoires palestiniens occupés.

"Des personnes meurent chaque jour, tant en raison des attaques (sionistes) que des restrictions imposées par l'entité sioniste à l'entrée de l'aide humanitaire, en particulier les abris, ce qui entraîne des décès dus au froid et à l'effondrement des bâtiments", a-t-il ajouté.

Dernier exemple en date, au moins 11 Palestiniens ont

perdu la vie dans une attaque de l'armée sioniste survenue mercredi. Au total, 477 personnes sont tombées en martyrs depuis le début du cessez-le-feu, selon les autorités sanitaires de Ghaza. Selon l'agence, les violences se poursuivent dans l'ensemble de la bande, y compris à proximité de la "ligne jaune", une zone de séparation tracée par les autorités sionistes à l'intérieur de Ghaza. Le mois dernier, le chef du HCDH, Volker Türk, avait rejeté fermement la notion selon laquelle cette ligne représenterait une frontière légitime.

Entre le cessez-le-feu (10 octobre 2025) et le 21 janvier 2026, son bureau a recensé au moins 216 morts, parmi lesquels 46 enfants et 28 femmes, notamment lors de frappes de drones sionistes visant des abris de Palestiniens déplacés et des immeubles résidentiels. A ces attaques s'ajoutent les conséquences de conditions humanitaires qualifiées de désastreuses, responsables notamment de la mort par hypothermie d'au moins neuf enfants. Le responsable onusien s'est également alarmé des atteintes répétées à la liberté de la presse.

"Des journalistes palestiniens sont tués et les journalistes internationaux sont toujours interdits d'entrée à Ghaza", a dénoncé Ajith Sunghay, en référence à une frappe sioniste ayant visé un véhicule transportant trois journalistes palestiniens dans le centre de l'enclave palestinienne.

Ces morts portent à 292 le nombre de journalistes palestiniens tombés en martyrs depuis le 7 octobre 2023, date du début de l'agression sioniste contre Ghaza.

L'UNRWA met en garde contre la fermeture par l'occupation sioniste du centre de formation de Qalandiya

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a averti vendredi, que l'occupation sioniste pourrait fermer le centre de formation de Qalandiya, menaçant ainsi l'éducation de centaines d'étudiants, selon l'agence de presse palestinienne (Wafa).

Lors d'une conférence de presse en ligne dans le cadre du briefing hebdomadaire du Bureau des Nations Unies à Genève, Jonathan Fowler, directeur des communications de l'UNRWA, a précisé que le centre de formation de Qalandiya enseigne des compétences pratiques telles que la plomberie et la maintenance des véhicules à 350 étudiants en provenance de Cisjordanie occupée.

Il a indiqué que le centre est menacé de fermeture car "le terrain sur lequel il est construit est en danger d'être confisqué" par l'occupation sioniste.

Il a ajouté : "Si le centre est fermé de force, ce que nous

craignons qu'il se produise dans les prochains jours, il n'y a pas de solution éducative alternative pour ces étudiants, et donc un grand nombre de réfugiés palestiniens seront privés d'opportunités économiques, et le droit à l'éducation sera compromis. La communauté internationale doit se réveiller". Dans ce contexte, Fowler a qualifié la saisie par l'occupation sioniste du siège de l'UNRWA à El Qods-Est occupée, ainsi que la démolition de ses bâtiments, de "défi délibéré et flagrant du droit international".

Il a ajouté : "C'est un endroit qui bénéficie des privilèges et de l'immunité de l'ONU, et il est choquant que l'occupation ait envahi et démolé ce complexe".

Il a conclu en soulignant que "l'invasion et la démolition d'un complexe de l'ONU et sa confiscation sont des actes sans précédent, constituant une violation flagrante du droit international".

OCHA: les colons sionistes ont déplacé 100 familles palestiniennes en Cisjordanie en l'espace de deux semaines

Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a indiqué, vendredi, que les attaques menées par des colons sionistes en Cisjordanie occupée ont provoqué le déplacement d'environ 100 familles palestiniennes au cours des deux dernières semaines, a rapporté l'agence de presse palestinienne (Wafa).

Dans un rapport, l'OCHA a précisé que "les attaques et menaces continues de la part des colons ont conduit au déplacement de plus de 100 familles palestiniennes issues de cinq communautés à travers la Cisjordanie durant les deux dernières semaines", soulignant que la majorité des familles déplacées appartiennent à la communauté bédouine de Ras Ain Al-Auja, à l'est du gouvernorat de Jéricho.

Le Bureau a relevé que les attaques des colons sionistes ont entravé l'accès des agriculteurs à leurs habitations, à leurs pâturages et aux sources d'eau, sapant ainsi le sen-

timent de sécurité.

Il a ajouté que "le 19 janvier courant, 77 familles palestiniennes comprenant 375 personnes, dont 186 enfants et 91 femmes, ont commencé à démonter leurs habitations et à quitter la zone de Ras Ain Al-Auja, à la suite de l'intensification des attaques, menaces et actes d'intimidation perpétrés par les colons, notamment durant la nuit".

L'OCHA a également indiqué que "ce déplacement est intervenu après le transfert forcé, le 8 janvier, de 21 familles composées de 110 personnes, dont 61 enfants, à la suite d'une série d'attaques de colons ayant notamment inclus l'agression physique et la blessure d'un homme âgé, la coupure de câbles d'énergie solaire et le labour de terres de propriété privée".

Le Bureau a enfin souligné que "plus de 72 000 familles d'agriculteurs et d'éleveurs, soit près des deux tiers de l'ensemble des ménages agricoles, ont besoin d'une aide urgente".

dence après prestation de serment devant le Parlement, et ce, jusqu'à la fin du mandat gouvernemental prévue en novembre prochain, date de la tenue de la prochaine élection présidentielle.

Le président bulgare avait annoncé, lundi dernier, sa démission dans une démarche visant à lui ouvrir

la voie à une participation aux élections législatives anticipées à venir. Dans une allocution télévisée, Roumen Radev avait indiqué qu'il soumettrait officiellement sa démission à la Cour constitutionnelle mardi. Elu président du pays en 2016, Radev a été réélu en 2021.

APS

HAÏTI

Les Occidentaux mettent en garde contre la déstabilisation politique du pays

Les Occidentaux ont mis en garde le conseil de transition en Haïti contre tout changement politique à la tête du pays, craignant une instabilité politique accrue en pleine offensive contre les gangs qui gangrènent l'île des Caraïbes.

Dans un appel téléphonique vendredi, le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio a assuré le Premier ministre haïtien Alix Fils-Aimé de son plein soutien, soulignant "l'importance de son maintien au poste de Premier ministre d'Haïti pour lutter contre les gangs terroristes et stabiliser l'île".

Haïti traverse une nouvelle zone de turbulences politiques alors que cinq des sept membres du Conseil présidentiel de transition (CPT) ont exprimé leur volonté de révoquer le Premier ministre, à quelques jours de la fin officielle du mandat du Conseil, prévue le 7 février.

Ils ont paraphé une résolution pour demander le limogeage du Premier ministre et désigner un chef de gouvernement intérimaire.

La résolution n'a toutefois pas de valeur juridique tant qu'elle n'est pas publiée au journal officiel.

Le président du CPT Laurent Saint Cyr s'est opposé à cette tentative de renvoi, au moment où les forces de sécurité en Haïti mènent une large offensive contre les gangs criminels et ont délogé un de leurs membres les plus connus, Jimmy Cherizier, dit "Barbecue".

L'Union européenne ainsi que l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Canada ont également estimé jeudi que "tout changement à la tête du gouvernement à quelques jours de la fin du Conseil Présidentiel de Transition mettrait en péril la dynamique encourageante des forces de sécurité contre les gangs criminels".

"Les Etats-Unis veilleront à ce que les politiciens corrompus qui soutiennent les gangs violents et commettent des actes terroristes en Haïti en paient le prix fort", a affirmé le secrétaire d'Etat américain dans un communiqué, soulignant que "la violence actuelle causée par les gangs ne peut être stoppée qu'avec un leadership fort et cohérent, bénéficiant du soutien total du peuple haïtien".

JAPON

Dissolution officielle de la Chambre des représentants

La Chambre des représentants (chambre basse) du Japon a été officiellement dissoute vendredi au début de la session parlementaire ordinaire, en prélude de la tenue des élections générales, dont la date a été fixée au 8 février.

La campagne officielle débutera mardi prochain, ce qui ne laissera qu'une période de campagne de 16 jours.

La Première ministre japonaise, Sanae Takaichi, a annoncé lundi sa décision de dissoudre la chambre basse, qui compte 465 sièges, en vue d'organiser des élections anticipées, dans le but de tirer parti de la cote de popularité actuellement élevée de son gouvernement. A plus de deux ans de la fin du mandat actuel de la Chambre basse, Mme Takaichi a justifié sa décision de convoquer des élections anticipées en arguant qu'elle n'a pas encore obtenu le soutien des électeurs pour son mandat de Première ministre, qui a débuté en octobre dernier, ni pour la nouvelle coalition au pouvoir formée le même mois par son Parti libéral-démocrate et le Parti japonais de l'innovation.

BULGARIE

La Cour constitutionnelle approuve la démission du président Roumen Radev

La Cour constitutionnelle de Bulgarie a approuvé, vendredi, la démission du président, Roumen Radev, présentée mardi dernier, selon un communiqué publié sur le site officiel de la Cour.

Conformément à la Constitution, la vice-présidente en exercice, Iliana Iotova, assurera l'intérim de la prési-

ORAN

**Ouverture de l'exposition artistique collective
"De sous les décombres, Ghaza en couleurs"**

La deuxième édition de l'exposition artistique collective "De sous les décombres, Ghaza en couleurs" a été inaugurée, samedi au Musée national public d'art moderne et contemporain d'Oran (MaMo).

A travers des œuvres artistiques variées, cette exposition dénonce les crimes de l'entité sioniste contre le peuple palestinien et met en lumière sa résilience, ainsi que son espoir de liberté et de vie dans la dignité.

Cette exposition solidaire a été ouverte en présence du secrétaire général de la wilaya d'Oran, Fodil Laidani, de la directrice de la Culture et des Arts, Bouchera Salhi, ainsi que de nombreux intellectuels, artistes de divers domaines de la création et d'un public nombreux.

Elle regroupe plus de 80 œuvres artistiques réalisées par près de 30 artistes plasticiens issus de différentes wilayas, a indiqué à l'APS le commissaire de la manifestation, l'artiste plasticien et céramiste Samir Kabli.

Déclinée sous diverses thématiques, les œuvres ex-

posées, réalisées principalement à l'huile et à l'acrylique sur toile, abordent les formes les plus atroces de l'oppression et des crimes de génocide perpétrés par l'occupation sioniste à l'encontre du peuple palestinien, notamment dans la bande de Ghaza.

Ces créations traduisent également la profonde solidarité des artistes algériens avec la cause palestinienne.

A cette occasion, ils ont présenté des images plastiques visuelles documentant la souffrance du peuple palestinien, qui gémît sous la machine de guerre sioniste, constituant ainsi un témoignage vivant de la tragédie humaine et un cri artistique contre toutes les formes d'occupation et d'oubli, selon les participants à

l'exposition. Cette manifestation artistique, qui se poursuivra jusqu'à mercredi prochain, s'inscrit dans le cadre d'une caravane artistique parcourant sept wilayas : Alger, qui a accueilli l'exposition en juin dernier, puis Oran, Constantine, Bechar, Ghardaïa, Biskra et enfin Illizi (Djanet) ou Tamanrasset, selon Samir Kabli, initiateur du projet.

A cette occasion, une conférence intitulée "Le rôle de l'art dans la documentation de l'histoire", animée par la professeure Djidjiga Brahimi, a également été programmée, ainsi qu'un atelier destiné aux enfants, suivi de l'exposition de leurs travaux dans la salle d'exposition du musée "MaMo", couronnée par leur distinction à travers des cadeaux d'encouragement.

SIDI BEL-ABBES

Journées nationales cinématographiques au profit du milieu scolaire

Les journées nationales cinématographiques dédiées au milieu scolaire dans leur deuxième édition se déroulent à la salle de cinéma "Amarna" de la wilaya de Sidi Bel-Abbes.

Cette initiative à caractère culturel et pédagogique est organisée par l'association "Nassamat" des activités culturelles et artistiques, en coordination avec les directions de la jeunesse et des sports, de l'éducation nationale, de l'action sociale et de la solidarité, ainsi que de la culture et des arts de la wilaya.

Le directeur de la Culture et des Arts de Sidi Bel-Abbes, M. Abdelhak Amer Benrahou, a indiqué que cette manifestation culturelle se distingue, en son deuxième jour, par une ambiance parti-

culière marquée par la vitalité et la créativité, reflétant l'intérêt croissant accordé à la promotion de la culture cinématographique en milieu scolaire.

Le même responsable a souligné que cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à promouvoir l'action culturelle et à ancrer la culture cinématographique auprès de la catégorie des jeunes.

Il a ajouté que la direction de la culture et des arts veille à accompagner et à soutenir ce type d'initiatives qualitatives, qui contribuent à élargir le champ d'intérêt pour le cinéma et à renforcer son rôle en tant qu'outil pédagogique et éducatif, tout en consolidant les valeurs esthétiques et le goût artistique chez les

élèves, avec un accent particulier mis sur le développement du sens créatif et critique chez les jeunes et l'encouragement à l'expression artistique et culturelle.

Le programme de cet événement culturel et pédagogique comprend l'organisation d'une exposition de photographies cinématographiques, au cours de laquelle ont été présentées des sélections parmi les productions nationales et internationales les plus marquantes, offrant ainsi aux visiteurs, notamment aux élèves, l'opportunité de découvrir les différentes étapes de la réalisation d'un film, ainsi que les arts visuels qui y sont liés.

Les activités incluent également l'animation de courts ateliers et de séances

explicatives sur les techniques de prise de vue et de réalisation, ainsi que sur l'importance de l'image cinématographique, contribuant à renforcer l'interaction avec les élèves et à les encourager à s'impliquer, à l'avenir, dans diverses activités culturelles et artistiques.

Ces journées nationales se poursuivront jusqu'à demain, jeudi, à travers un programme riche comprenant des projections de films, des ateliers artistiques et des conférences sur l'histoire du cinéma et les techniques de réalisation cinématographique, constituant ainsi un espace pédagogique et culturel alliant divertissement et utilité, ont indiqué les organisateurs.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE JIJEL
DAIRA DE TAHER
COMMUNE DE CHAHNA
NF : 0985.1808.70103.29

**AVIS D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE**

Conformément aux dispositions de l'article 53 de la Loi n° 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, et les articles 40, 65 et 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, Monsieur le Président de l'APC Chahna porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 03/2025 publié dans le quotidien 'Eldjazair Eldjadida' en date du 26/11/2025, et dans le quotidien 'DK NEWS' en date du 26/11/2025, et l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 05/2025 publié dans le quotidien 'El Mohtari' en date du 14/12/2025, et dans le quotidien 'LE REDACTEUR' en date du 16/12/2025, Qu'à l'issue de la procédure d'analyse des offres, l'attribution provisoire des 02 marchés est comme suit :

N°	INTITULE DE L'OPERATION	ATTRIBUTAIRE PROVISOIRE DE L'OPERATION	NOTE TECHNIQUE	MONTANT DE L'OFFRE (DA)	DELAI DE REALISATION (Mois)	CRITERES DE CHOIX
01	Aménagement et revêtement de la route reliant entre Elharraicha et l'intersection de la route Lemzara sur une longueur de 1.8 km.	E.U.R.L ELKBI LILACHGHAL EL AAMA NF : 002418044418359	33	19.326.873.30	180 jours	Offre Moins disante
02	Réhabilitation et revêtement du Stade Communal Boukhenchoucha Ali (1ère Tr)	S.A.R.L IRS DERICHE 098835072239797NF :	45	34.252.692.25	05 Mois	Seule Offre Qualifiée

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune de Chahna dans un délai de 10 dix jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse et le BOMOP et la presse électronique agréée, et cela conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public. Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur offres techniques et financières sont invités de se rapprocher de nos services, au plus tard trois (03) jours, à compter du premier jour de la parution de cet avis dans la presse nationale, le BOMOP et la presse électronique agréée.

DK NEWS

Anep : 2625000709 du 25/01/2026

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Tيارت
Daira d'Ain Kermes
Commune de Rosfa
N/fiscale : 098514199005225
N : 03/2026

**AVIS D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE**

conformément des articles 52, et 53 de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et le décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et de délégation du service public et notamment son article N : 65 et 82 . Le président de l'APC de Rosfa enseigne l'entrepreneur qui ont fait leur offre pour l'annonce de l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales en date : 27/12/2025 , pour une période de 10 jour. Concernant le projet :

Fonçage et équipement d'un forage et réalisation d'une bache d'eau zone Zarzour
- Après analyse et évaluation d'offres, le marché a été attribué temporairement à l'entreprise désignée ci-dessous :

N°	Désignation	Nom de l'entreprise	Numéro fiscale	Montant En taxe	Note technique	Délai de réalisation	observation
01	Fonçage et équipement d'un forage et réalisation d'une bache d'eau zone Zarzour	BERKANE Ahmed - Salda -	16620120016919900000	16.721.166.00	77	04 mois	Seule offre

Remarque : les entreprises non retenues peuvent introduire les recours dans les 10 jours à compter de la publication du présent avis d'attribution provisoire auprès de la commission des marchés de la commune (article 56 du loi 23-12 et l'article 82 du décret 15-247 mentionnés ci-dessus.)

DK NEWS

Anep : 2616002028 du 25/01/2026

Programme de la soirée

TF1 21:10

Misanthrope



Alors que Baltimore s'apprête à célébrer le passage à la nouvelle année sous un ciel constellé de feux d'artifice, une ombre rôde dans l'obscurité, prête à transformer la liesse collective en cauchemar. Misanthrope plonge le spectateur dans une nuit glaciale du 31 décembre, où les toits des gratte-ciel, habituellement témoins de fêtes endiablées, deviennent le théâtre d'une série de meurtres méthodiques et apparemment aléatoires. Un tireur d'élite, invisible et impitoyable, s'en prend aux célèbres, semant la panique dans une ville qui bascule instantanément du chaos joyeux à l'horreur pure.

France 2 21:10

La syndicaliste



Maureen Kearney (Isabelle Huppert), professeure d'anglais et figure engagée du syndicalisme, occupe un poste clé au sein du comité de groupe européen d'Areva, géant français de l'énergie. Son combat : défendre les droits des travailleurs dans un milieu où les enjeux économiques étouffent souvent les voix dissidentes. Mais lorsque son engagement la mène à découvrir des vérités trop encombrantes, sa vie bascule dans un cauchemar dont elle ne sortira pas indemne. Tout commence quelques mois avant le 17 décembre 2012, lorsqu'un informateur anonyme travaillant chez EDF lui révèle l'existence d'un accord secret entre EDF, Areva et un opérateur nucléaire chinois.

France 3 21:10

Meurtres en eaux troubles - Saison 1



Il y a quinze ans, le corps sans vie d'Anouk Bergdorf avait été retrouvé dans le lac de Constance. On pensait que la lycéenne avait été frappée à la tête par un camarade de classe dont elle refusait les avances, et qu'elle s'était noyée après être tombée à l'eau. Desservi par son style gothique et plusieurs témoignages à charge, Roman Steingass avait fait office de suspect numéro un, et sa disparition subite après la découverte du corps d'Anouk avait sonné comme un aveu de culpabilité.

CANAL+ 21:06

Rugby : Top 14 Saison 2025 Clermont-Auvergne / La Rochelle



Résumé Rugby : Top 14 Saison 2025
Clermont-Auvergne / La Rochelle
Top 14. 15e journée. Clermont-Auvergne / La Rochelle.

6 21:10

Capital



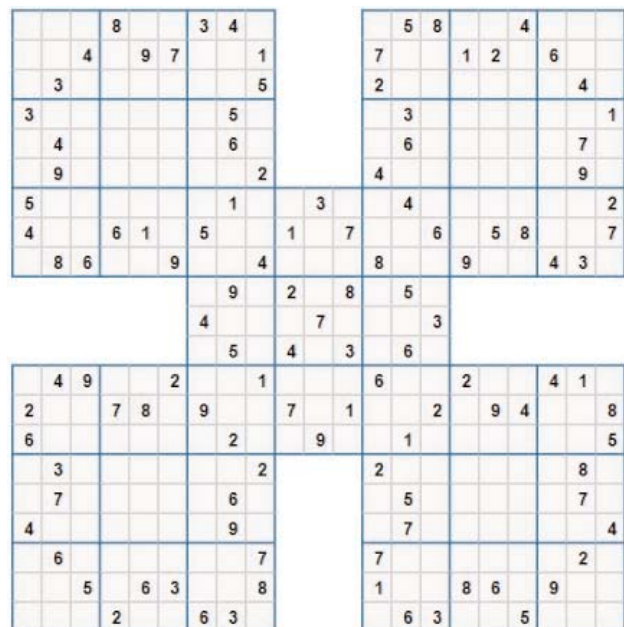
Carrefour : toujours plus proche, mais à quel prix ? Carrefour mise sur ses magasins de proximité et sur les franchisés, des petits formats qui assurent une énorme rentabilité. - Vêtements et chiffons : le rayon Leclerc qui valait des millions. La marque textile de Leclerc, Tissaia, est la deuxième plus achetée en France. Enquête sur les secrets d'un empire colossal et les coulisses du rayon mode du roi des hypers. - Parking d'hyper : les nouveaux business des rois du bitume. En quelques mois seulement, près de 5000 kiosques de lavages se sont implantés sur les parkings d'hypermarchés.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2907

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



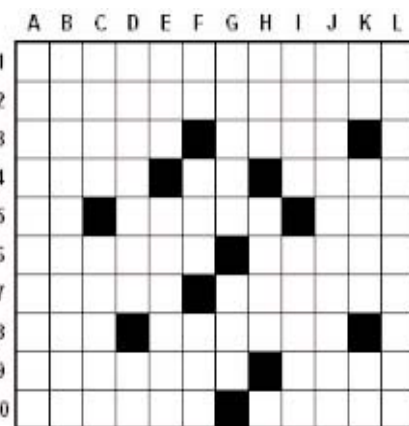
"Ce que l'esprit voit le coeur le ressent."

André Malraux



Mots croisés n°2907

- Horizontalement :**
- 1 - Chiffon à faire fumer pour déchiffrer
 - 2 - Totalement éblouies
 - 3 - Sans cheveux - Atmosphère très britannique
 - 4 - Malheureuse infante - Cri de dédain - Caché
 - 5 - Coincé - Cantines rapides - Ferraille bulgare
 - 6 - Blindera - Fera de l'effet
 - 7 - Poursuivre - Locataire d'une poche d'avare
 - 8 - Préfixe novateur - Distendue
 - 9 - Pipée - Gonfle
 - 10 - Pamphlet - Influas
- Verticalement :**
- A - Cui-cui
 - B - Réduira à peu de chose
 - C - Spectacle à domicile - Forte à la pression
 - D - Cordonnée - Coefficient personnel
 - E - Femme de la côte - Bourde
 - F - Personnel - Coup sur la caisse - Support de balle
 - G - Inoccupé - Parfois bécasse
 - H - Tout petit avion - Séché et fumé
 - I - Terre en mer - Filliforme
 - J - Devenues réglementaires
 - K - Voie près du canal - Disparu - Convient
 - L - Bien sûr, elles profitent de leurs vacances



Jeux



ancien supplyce membre du cleroé	↓	votants feras un trou	↓	émoussé prit dans ses bras	↓	boisson récon- fortante	↓	avant de navire orqane de fleur	↓	jardins publics plus fort que tout	↓	concrets patrie d' Abraham	↓
cercle de sable	→					pièce mé- tallique strontium en chimie	→						
hellènes	↓					mit à part petit sac de plante	→					absen- ces de fraîcheur	↓
soutpport de tige	→							confir- mas	→				
vide	↓												
objet trompeur	→							mettre au diamètre vraiment très gros	→				située chez le notaire
sois	↓							étain au labo	↓	déesse d'Eqypte posses- sif	→		
	↓							sinistres initiales qâteau breton	→			501 chez César parties du pied	→
ferme de Provence petits cubes	→					flocons de fête grande soie	→						
	↓												
	↓							oriental	→				
	↓							finesse	↓				
	↓									céréale	→		
excitées	↓									cassè- rent	→		petite balle d'antan
	↓									bien fermée seve d'hévéa	→		
balancer mais en douceur	→	riches décors échelon- nera	→			nostalgie de poète	→						
	↓					plaisanté	↓						
	↓							unité de radiation être suprême	→			transpire	→
idioties	→											robe indienne	↓
extirpa le duvet	↓											dévetu	→
	↓											chant de louange	↓
	↓												
signal de danger oui d'antan	→							vin d' Espagne	→				
	↓							machin	↓				
	↓									refuge d' oisillons	→		
	↓									dirigea	↓		
fin de verbe cours de justice	→											troublé	→
	↓											appris	→
	↓											résidu de conduit	→
	↓												
grosse artère	→							pipe de sachem	→				

Solution

[illegible]

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE D'AVIRON EN SALLE

Le Club Sport Nautique d'Alger sacré à Oran

Le Club sport Nautique d'Alger été sacré au championnat d'Algérie 2026 d'Ergomètre (Aviron en salle) toutes catégories, après avoir dominé la majorité des épreuves, disputées durant deux jours au Palais des sports Hamou-Boutelil d'Oran.

La deuxième place est revenue au club de l'aviron oranais, alors que la formation sportive universitaire d'Oran (CSUO) a pris la troisième place du podium.

Une vingtaine de courses ont eu lieu, lors de cette compétition, sur des distances de 500 et 2.000 mètres et les relais en cadets, juniors et seniors filles et garçons, jugée d'un niveau technique "appréciable" par les spécialistes présents à Oran.

Cette compétition de deux jours, organisée par la Ligue oranaise des sociétés d'Aviron et de Canoë Kayak en collaboration avec la Fédération algérienne des sociétés d'Aviron et de Canoë Kayak (FASAC), a vu la participation de plus de 200 rameurs et rameuses, cadets, juniors et seniors, issus de 20 clubs représentant cinq wilayas du pays.

Cette manifestation sportive a pris fin avec une cérémonie de remise de médailles aux vainqueurs, en présence des membres de la Fédération algérienne d'aviron et canoë kayak et de représentants de la direction de la Jeunesse et des Sports locale.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DES ÉCHECS RAPIDE ET BLITZ

Les échéphiles Alaa-Eddine Boulrens et Sebih Kamel sacrés à Alger



Les échéphiles Alaa-Eddine Boulrens et Sebih Kamel ont remporté les titres du championnat d'Algérie des échecs jeu rapide et blitz, clôturé, samedi au complexe sportif Ahmed-Ghermoul à Alger. En blitz à cadence ultra-rapide, Alaa-Eddine Boulrens du club d'échecs de Constantine a remporté huit victoires sur 9 rondes, devant Hamira Abdelatif du club Himaya de Djelfa avec 7,5 points, alors que Dorbane Khaled de l'AS Sûreté nationale a complété le podium avec 7 points.

Dans l'épreuve jeu rapide, la palme est revenue à Sebih Kamel de l'AS Sûreté nationale avec 8 points devant Nassr Lina du CS Bejaia avec 7,5 et Benkiar Djamel du club Rio d'or de Médéa avec 7 points.

Ce championnat, disputé selon le système suisse en neuf rondes à des cadences accélérées, a été jugé d'un niveau technique "très appréciable" par le directeur de la compétition, l'arbitre international Anoun Nasreddine.

Cette compétition de deux jours, organisée par la Ligue d'Alger, en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs et la direction locale de la Jeunesse et des Sports, a regroupé plus de 140 échéphiles en blitz et 122 autres en jeu rapide de différentes tranches d'âge et des deux sexes, représentant 15 ligues de wilayas du pays.

Une cérémonie de remise des trophées et des cadeaux a clôturé ce rendez-vous sportif, en présence des membres de la Fédération algérienne des échecs et de représentants de la direction de la Jeunesse et des Sports d'Alger.

HANDBALL / CAN-2026 (GR. A - 3^E JOURNÉE)

L'Algérie bat la Zambie (37-21) et passe au Tour principal

La sélection algérienne de handball s'est qualifiée au Tour principal du Championnat d'Afrique des nations (CAN-2026), en s'imposant devant la Zambie sur le score de 37 à 21 (mi-temps : 19-09), en match comptant pour la troisième et dernière journée du groupe A, disputé hier à Kigali (Rwanda).

A la faveur de ce succès, le Sept national boucle le tour préliminaire avec un bilan de deux victoires obtenues devant le Rwanda (46-25) et la Zambie (37-21), contre une défaite face au Nigeria (23-25).

La deuxième rencontre de la poule A oppose le Rwanda au Nigeria à partir de 18h00 (heures algériennes).

Au tour principal, l'Algérie affrontera les deux qualifiés du groupe B, à savoir, l'Egypte, leader invaincu avec six points et le vainqueur de la confrontation mettant aux prises l'Angola au Gabon (16h00).

Le Tour principal, prévu les 25 et 27 janvier, est composé de deux groupes A et B se croisant dans le groupe MR 1, celles venant des poules C et D dans le groupe MR 2). Chaque équipe conserve les points acquis face aux autres équipes qualifiées et affronte les nations non rencontrées au Tour préliminaire. Les deux premiers de chaque poule accèdent en demi-finales, programmées le 29 janvier. La finale et le



match de classement (3e-4e places) se disputeront le 31 janvier.

La compétition offrira des tickets qualificatifs au prochain Mondial, prévu en

2027 en Allemagne. Une échéance que les "Verts" ambitionnent de retrouver après avoir disputé la finale du CAN-2024 au Caire, perdue face à l'Egypte.

CHAMPIONNAT RÉGIONAL "OUEST" DE POWERLIFTING TOUTES CATÉGORIES À CHLEF

Les athlètes de Saïda et Chlef s'illustrent

Les athlètes de Saïda et Chlef se sont distingués au championnat régional Ouest de powerlifting toutes catégories, clôturé samedi à la salle omnisports Mohamed-Salauatchi de Chlef, à l'issue de deux jours de compétition.

Les représentants athlètes de Saïda et Chlef ont imposé leur domination dans cette compétition, qui s'est déroulée dans une bonne ambiance, à laquelle assistait un public nombreux dont le niveau technique a été jugé "appréciable", selon le secrétaire général de la Ligue organisatrice, Negadi Mohamed Amine.

Cette compétition de deux



jours, organisée par la Ligue de wilaya de Chlef de body building, fitness et de power lifting, en collaboration avec la

Fédération algérienne de la discipline et la direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Chlef, a mis en lice plus de 70 concurrents dans différentes catégories de poids en cadets, juniors et seniors dans les trois mouvements, à savoir le squat, le développé couché et le soulevé de terre, représentant sept ligues de wilayas de l'Ouest du pays.

A l'issue de cette phase régionale, les trois premiers de chaque catégorie se sont qualifiés pour la phase finale du championnat d'Algérie, prévue du 2 au 4 juillet prochain, dans un lieu qui reste à déterminer.

EL-MENIAA

Le Rallye touristique national de motocross et parapente, levier de promotion du tourisme saharien

Le Rallye touristique national de motocross et parapente, qui enregistre sa neuvième édition, constitue un événement de promotion des potentialités naturelles et touristiques de la wilaya d'El-Meniaa.

Ce rendez-vous sportif, qui a enregistré la participation d'amateurs de motocross et de parapente issus de différentes wilayas du pays, s'inscrit dans le cadre des efforts de promotion et de diversification du produit touristique saharien, à travers l'exploitation d'activités sportives.

Le milieu saharien, destination privilégiée pour les adeptes d'aventures et de sports mécaniques, a drainé, outre les équipes sportives participantes, un large

public de spectateurs venus de différentes régions du pays.

Un état de fait qui traduit l'intérêt que suscite le tourisme intérieur avec la richesse du pays sur les plans géographique, climatique et culturel avec une diversité d'us et de traditions ancestrales.

Les organisateurs ont choisi un circuit bien précis pour mettre en valeur les spécificités de la nature saharienne en tenant compte des facteurs de sécurité.

L'événement est mis sur pied par le club Gazelle du Sahara, en coordination avec la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) et la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya

d'El-Meniaa. Cette manifestation a donné lieu également à des spectacles artistiques et folkloriques ainsi que des expositions d'artisanat et de plats traditionnels, en vue de promouvoir des facettes culturelles de la région.

Le rallye touristique national de motocross et parapente représente, ainsi, un rendez-vous annuel pour la promotion du tourisme saharien à El-Meniaa et la confirmation de sa place en tant qu'espace propice pour accueillir des différentes manifestations sportives nationales susceptibles de booster la dynamique de développement économique et touristique locale.

KARATÉ / TOURNOI ONE PREMIER LEAGUE ISTANBUL 2026

L'Algérienne Cylia Ouikène en quarts de finale



La karatéka algérienne Cylia Ouikène s'est qualifiée vendredi pour les quarts de finale du tournoi international "One Premier League Istanbul" (23-25 janvier), après sa victoire contre la Japonaise Sara Tsutsumi (6-2), dans un combat de la spécialité Kumité des moins de cinquante kilos (dames).

La jeune internationale algérienne avait fait son entrée en lice un peu plus tôt dans la matinée, en commençant par dominer la taïwanaise Ya-Chi Chung (1-0) avant d'enchaîner (6-2) avec la britan-

nique Niamh Cosgrove.

Au prochain tour, Ouikène sera appelée à défier l'Ukrainienne Yuliya Palashevsk, avec l'objectif de gagner pour aller en demi-finales.

La deuxième algérienne engagée chez les moins de 50 kg de ce tournoi, Sekkour Rayane, avait démarré son parcours par une défaite contre l'italienne Ermina Pereffetto (2-1), avant de se ressaisir et de l'emporter (5-4) contre la mexicaine Katia Salcido, en attendant la suite de la compétition dans sa poule.

APS

LIGUE 1 MOBILIS

La FAF valide un calendrier décisif et fixe la fin de la saison au 22 mai

La Fédération algérienne de football a officiellement fixé la date de clôture du championnat de Ligue 1 Mobilis au vendredi 22 mai 2026, marquant ainsi une étape déterminante dans l'organisation de la saison sportive en cours.

Par Abed MEGHIT

Cette décision a été entérinée lors de la réunion du Bureau fédéral de la FAF, tenue jeudi au Centre technique national de Sidi Moussa, et confirmée par un communiqué de la Ligue de football professionnel.

La validation du calendrier de la phase retour intervient dans un contexte marqué par des contraintes organisationnelles multiples, notamment liées à la participation de plusieurs clubs algériens aux compétitions africaines interclubs.

La FAF et la LFP ont ainsi opté pour une planification visant à concilier le respect des échéances nationales et les engagements continentaux, tout en garantissant une fin de saison cohérente et compétitive.

Selon le programme arrêté, quatre journées du championnat se disputent au cours du mois de février, traduisant une cadence soutenue destinée à rattraper le retard accumulé durant la phase aller.

Les neuf dernières journées, quant à elles, seront réparties sur les mois de mars, avril et mai, à raison de trois journées par mois, afin de maintenir un rythme régulier et de préserver l'équité sportive entre les équipes engagées.

Une attention particulière a été accordée aux matchs en retard concernant les clubs algériens évoluant sur la scène africaine. Ces rencontres seront



programmées à partir du 25 mars, avec notamment des affiches très attendues telles que CR Belouizdad – MC Alger et USM Alger – JS Kabylie, comptant pour la mise à jour de la 16^e journée.

Ces confrontations pourraient avoir un impact significatif sur le classement final et sur la course au titre, aux places continentales ou au maintien.

La mise à jour du calendrier se poursuivra ensuite le lundi 30 mars pour le compte de la 17^e journée, avant de se prolonger le vendredi 24 avril pour la 18^e journée.

Les matchs en retard de la 19^e journée sont quant à eux programmés pour

les mardi 28 et mercredi 29 avril, illustrant la volonté des instances de résorber progressivement l'accumulation des rencontres reportées.

Toutefois, la Ligue de football professionnel a tenu à préciser que ce calendrier demeure prévisionnel et pourrait faire l'objet d'ajustements.

Ces éventuelles modifications dépendront principalement du parcours des clubs algériens engagés dans les compétitions africaines, ainsi que de contraintes organisationnelles ou sécuritaires susceptibles d'influencer la programmation des matchs.

Par ailleurs, les dates des journées

restantes du championnat ont été communiquées afin d'offrir une meilleure visibilité aux clubs, aux joueurs, aux supporters et aux diffuseurs.

La 18^e journée est prévue les 6 et 7 février, la 19^e les 13 et 14 février, la 20^e les 20 et 21 février, tandis que la 21^e journée se déroulera sur trois dates, les 26, 27 et 28 février.

Les 22^e et 23^e journées sont programmées respectivement les 6, 7 et 8 mars, puis le 13 mars.

Le calendrier prévoit ensuite la 24^e journée le 17 mars, la 25^e le 3 avril, la 26^e le 10 avril et la 27^e le 17 avril.

Après une courte pause, la 28^e journée se jouera le 9 mai, suivie de la 29^e le 15 mai, avant le dénouement final fixé au 22 mai avec la 30^e et dernière journée.

Cette planification marque la volonté de la FAF d'assurer une fin de saison structurée, compétitive et conforme aux standards professionnels.

Elle vise également à renforcer la crédibilité de la Ligue 1 Mobilis, dans un contexte où les attentes des acteurs du football national sont élevées, tant sur le plan sportif qu'organisationnel.

En fixant clairement la date de clôture du championnat, les instances fédérales envoient un signal fort aux clubs et aux supporters, traduisant une volonté de stabilité, de transparence et de rigueur dans la gestion du football professionnel algérien, à l'aube d'un sprint final qui s'annonce décisif à tous les niveaux.

TOURNOI SCOLAIRE DE L'UNION NORD-AFICAINE

Les sélections algériennes à pied d'oeuvre au Caire

Les sélections algériennes de football U15, garçons et filles, sont arrivées samedi au Caire pour prendre part au tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif au Championnat africain 2026 de football scolaire, a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

En prévision de ce rendez-vous prévu du 24 au 28 janvier, le sélectionneur national U15 garçons, Mohamed Mecherete, a retenu une liste de 19

joueurs, alors que la sélection nationale féminine U15, dirigée par Amel Madaoui, est composée de 20 joueuses, souligne la même source.

L'Algérie entamera la compétition dimanche face au pays hôte, l'Égypte, dans les deux catégories, garçons et filles. Le tournoi UNAF constitue la cinquième des six phases de qualifications zonales de la plus grande compétition africaine de football de jeunes, après le lancement réussi des éliminatoires à

travers le continent en octobre 2025. Pays hôte, l'Égypte recevra l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Les quatre nations se disputeront une place très convoitée aux Finales continentales du Championnat d'Afrique de football scolaire de la CAF, prévues en avril prochain.

La saison dernière, l'UNAF était représentée par l'Algérie dans la catégorie des garçons U-15 lors des Finales continentales disputées au Ghana.

COUPE DES CHAMPIONS FÉMININE DE LA FIFA 2,3 millions dollars pour le vainqueur de la 1^{re} édition

Le club qui soulèvera le trophée de la première Coupe des Champions Féminine de la FIFA recevra un montant de 2,3 millions dollars tandis que le finaliste empochera 1 million dollar, a annoncé la Fédération internationale de football. Selon la même source, les deux demi-finalistes vaincus recevront quant à eux 200.000 dollars pour leur participation. Les deux équipes éliminées lors des premier et deuxième tours – Auckland United FC (Nouvelle-Zélande), qui représentait l'OFC, et Wuhan Chegu Jiangda WFC (RP Chine), qui représentait l'AFC – recevront chacune 100.000 dollar.

"Le montant total de près de USD 4 millions destiné aux six participants témoigne de la grande confiance placée dans le football féminin, notamment les joueuses, les équipes et les compétitions qui sont à l'origine de son essor continu", a déclaré le Secrétaire Général de la FIFA, Mattias Grafström.

La Coupe des Champions Féminine de la FIFA 2026 s'inscrit dans une vaste stratégie d'investissement et de collaboration visant à renforcer le football féminin de clubs partout dans le monde, souligne l'instance internationale. A l'issue de la Coupe du Monde Féminine de la FIFA 2023, USD 11,3 millions ont été distribués à quelque 1 041 clubs du monde entier via le Programme de répartition des bénéfices aux clubs de la FIFA.

La Coupe des Champions Féminine de la FIFA réunit le meilleur club de chaque confédération de l'année civile en cours afin de disputer le titre de champion intercontinental. Les rencontres du tour final de la première Coupe des Champions Féminine de la FIFA se dérouleront à Londres du mercredi 28 janvier au dimanche 1^{er} février 2026.

APS

LIGUE 1 MOBILIS (16^E JOURNÉE)

Les mal-classés se rebiffent

La 16^e journée de la Ligue 1 Mobilis de football, a démarré ce vendredi, sous le signe de la rébellion des équipes de bas de tableau : l'ES Sétif, l'ASO Chlef, et l'ES Mostaganem, auteurs d'un précieux succès dans leur quête pour le maintien.

Englué dans la profondeur du classement, ce trio a envoyé un message clair à leurs concurrents directs dans la course au maintien, en attendant la suite des rencontres de cette première journée de la phase retour, prévues samedi.

Au stade Mohamed-Bensaïd de Mostaganem, l'Espérance s'en est remise à son buteur attitré, Zoubir Motrani, auteur d'un but salvateur en fin de match (81e) face à l'Olympique Akbou.

Même si l'ESM n'a toujours pas quitté la zone de relégation (15e, 12 pts), il n'en demeure pas moins que cette précieuse victoire devrait

permettre aux joueurs de l'entraîneur tunisien Hatem Missaoui, d'amorcer leur mission de sauvetage avec sérénité.

En revanche, l'Olympique Akbou continue de manger son pain noir, puisque les coéquipiers de Taoufik Addadi, alignent un cinquième match sans victoire, toutes compétitions confondues, qui met d'ores et déjà l'entraîneur,

Lotfi Amrouche, dans une position inconfortable.

De son côté, l'ASO Chlef a quitté la zone de relégation, en battant avec autorité à la maison le Paradou AC (2-0), grâce à l'attaquant libérien Ledlum (28e) et Bekkouche en début de la seconde période (49e).

Engagé par la direction, en remplacement de Fouad Bouali, dont le contrat a été résilié à l'amiable, Abdelhak Belaïd réussit ses débuts sur le banc chélifien, en atten-

dant de confirmer lors des prochaines journées.

Un succès qui permet à l'ASO de rejoindre son adversaire du jour avec 17 points chacun, tout en le reléguant à la position de troisième reléguable, grâce à une différence de buts particulièrement favorable aux Chélifiens.

Le PAC fait du surplace et aligne un deuxième revers de rang, toutes compétitions confondues, après son élimination en 1/8e de finale de la Coupe d'Algérie, sur le terrain du CA Batna (Ligue 2) (3-3, aux TAB : 3-1).

Du côté des hauts-plaqueaux, et sous un froid glacial, l'ESS a sorti la tête de l'eau en surclassant l'USM Khenchela (4-1), dans son antre du 8-mai 1945. Les festivités offensives ont été entamées dès la 2^e minute grâce au capitaine Djahnit, avant que Hamidi (8e), Zerrouki (40e), et Toulal (62e), ne donnent plus d'ampleur à la victoire

de l'ESS. Les Khenchelis ont terminé la partie en infériorité numérique après l'expulsion du gardien Oussama Litim (58e). L'USMK a réduit le score grâce à Bakir (50e).

Une victoire qui permet aux Sétifiens de stopper l'hémorragie, eux qui restaient sur une élimination en "Dame Coupe", et trois matchs de rang sans succès en championnat. A l'issue de ce cette victoire, l'ESS grimpe à la 12^e place avec 19 points, à deux longueurs du troisième reléguable, alors que les "Siskaoua", dont il s'agit de la deuxième défaite de suite, restent scotchés à la 9^e position avec 21 points.

Deux matchs sont reportés à une date ultérieure : USM Alger – JS Kabylie et CR Belouizdad – MC Alger, en raison de l'engagement de ce quatuor en phase de groupes de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération.

LIGUE 2 AMATEUR (17^E JOURNÉE)

La JS El-Biar creuse l'écart, l'US Biskra sous pression

La 17^e journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football, disputée vendredi et samedi, a été marquée par la démonstration de force de la JS El-Biar, qui a conforté son statut de leader incontesté du groupe Centre-Ouest, tandis que dans le Centre-Est, le suspense reste entier en tête du classement avant la sortie du leader, l'US Biskra, attendu dimanche en déplacement face au MO Constantine.

Groupe Centre-Ouest : la JS El-Biar s'envole, les poursuivent marquent le pas. Solide leader, la JS El-Biar a parfaitement négocié son rendez-vous face à l'ASM Oran, s'imposant nettement (3-0), samedi à huis clos. Un succès autoritaire qui permet aux Algérois de porter leur total à 41 points et de conforter leur place en tête, creusant l'écart sur leurs poursuivants directs.

Derrière, l'USM El Harrach a laissé filer deux points précieux en concédant le nul en déplacement face à l'US Béchar Djedid (0-0). Les Harrachis restent deuxième avec 35 points, mais voient le leader s'échapper.

Le RC Kouba et le CR Témouchent, engagés respectivement face au MC Saïda (0-0) et au GC Mascara (1-1), se neutralisent indirectement et partagent la troisième place avec 30 points chacun. Dans la lutte pour le maintien, le CRB Adrar a signé une victoire importante à domicile face au WA Mostaganem (1-0) et occupe désormais le 11^e rang conjointement avec le MC Saïda (19 pts). Vendredi, le NA Hussein-Dey s'est largement imposé face au RC Arbâa (3-0), confirmant son



redressement après un début de saison irrégulier. Les Sang et Or ont dominé les débats de bout en bout, profitant des largesses défensives d'un adversaire en difficulté au classement, pour signer un succès sans appel qui leur permet de remonter au cinquième rang avec l'ESM Koléa (26 pts) et avec un match en plus à disputer mardi prochain contre le WAT. De son

côté, le WA Tlemcen a assuré l'essentiel en disposant de la JS Texraïne (2-0). Sérieux et appliqués, les Zianides (24 pts) ont su faire la différence grâce à une meilleure maîtrise collective, décrochant trois points précieux face à l'adversaire (12 pts) toujours en quête de régularité. Groupe Centre-Est : statu quo en tête, Bejaia se relance. Dans le

(36 pts), a conservé la tête du classement avant son déplacement délicat dimanche chez le MO Constantine, au moment où son dauphin, le CA Batna, a assuré l'essentiel en s'imposant à domicile face à l'IB Khemis El Khechna (1-0), revenant à deux longueurs du leader qui est désormais sous pression.

L'US Chaouia a été surprise à l'extérieur par le promu NRB Beni Oulbane (2-1), manquant l'occasion de se rapprocher du sommet. La JSD Jijel et le CR Beni Thour se sont quittés dos à dos (0-0), tout comme le NRB Têlaghma et le MSP Batna.

La large victoire du MO Bejaia face au HB Chelghoum Laïd (5-1) constitue l'un des faits marquants de la journée, permettant aux Bejaouis de se relancer dans la course aux premières places, tandis que le HBC Laïd reste scotché à la dernière position avec seulement 3 points.

À l'issue de cette 17^e journée, la lutte demeure intense aussi bien pour l'accession que pour le maintien, promettant une suite de championnat indécise dans les deux groupes.

FUTSAL/ CAN 2026 (QUALIFICATIONS)/ ALGÉRIE-GUINÉE

La sélection nationale poursuit son stage de préparation à Alger

L'équipe nationale de futsal poursuit son stage de préparation, entamé depuis lundi dernier à Alger, en prévision de la double confrontation face à la Guinée, comptant pour le deuxième tour des qualifications à la Coupe d'Afrique de Futsal 2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).

Les joueurs du sélectionneur Nourredine Benamrouche ont disputé, vendredi après-midi, un match d'application dans l'une des salles de la capitale face à l'équipe de l'Union du Littoral, pensionnaire de la division une, une rencontre remportée largement par les Verts (9-0), selon la même source.

Un deuxième match d'application est programmé ce samedi face à l'équipe de l'Athlétique Auzium. Cette rencontre permettra au staff technique de donner du



temps de jeu aux éléments n'ayant pas pris part au premier match et d'évaluer l'état de préparation de l'ensemble de l'effectif présent lors de ce stage. Pour rappel, le coach national a convoqué 19 joueurs pour effectuer ce stage de préparation qui se poursuivra jusqu'au 9 février prochain. Exemptée du premier tour, la sélection algérienne affrontera son homologue guinéenne

lors d'un duel aller-retour. Le match aller est prévu à Conakry le 3 ou 4 février prochain, tandis que le retour aura lieu à Alger le 7 ou 8 février, selon le tirage au sort effectué le 7 janvier au Caire.

Outre l'Algérie et la Guinée, les autres sélections engagées dans ces éliminatoires sont : Angola, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Egypte, Libye, Ghana,

Kenya, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Les éliminatoires se dérouleront en deux tours : le premier tour avec huit équipes qui s'affronteront en aller-retour, tandis que dix autres seront exemptées.

Le deuxième tour regroupera les quatre vainqueurs du premier tour et les dix équipes exemptées pour se disputer les sept places qualificatives pour la phase finale. Toutes les confrontations se joueront en matches aller-retour, le score cumulé déterminant les équipes qualifiées.

À l'issue du deuxième tour, les sept équipes victorieuses au score cumulé se qualifieront pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations de Futsal 2026, aux côtés du pays hôte.

LIGUE 2 AMATEUR (GR. CENTRE-OUEST - 17^E J)
Les résultats complets et classement

Résultats complets et classement à l'issue des matchs de la 17^e journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football, groupe Centre-Ouest, disputés vendredi et samedi.

Vendredi :

NA Hussein-Dey - RC Arbâa 3-0
WA Tlemcen - JS Texraïne 2-0

Samedi :

JS El-Biar - ASM Oran 3-0
US Bechar Djedid - USM El Harrach 0-0
CRB Adrar - WA Mostaganem 1-0
ESM Koléa - JSM Tiaret 0-0
RC Kouba - MC Saïda 0-0
CR Témouchent - GC Mascara 1-1

Classement :

	Pts	J
1). JS El Biar	41	17
2). USM El Harrach	35	17
3). RC Kouba	30	17
→. CR Témouchent	30	17
5). ESM Koléa	27	17
6). NA Hussein Dey	26	16
7). ASM Oran	25	17
8). WA Tlemcen	24	16
9). WA Mostaganem	23	17
10). JSM Tiaret	22	17
11). MC Saïda	19	17
→. CRB Adrar	19	17
13). GC Mascara	15	17
14). RC Arbâa	12	17
→. JS Texraïne	12	17
16). US Bechar Djedid	8	17

CAN-2026 FÉMININE

La sélection algérienne en stage de préparation à Blida

La sélection algérienne féminine de football effectuera un stage de préparation du 25 au 29 janvier à Blida, en prévision de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

Le sélectionneur de l'équipe nationale féminine, Farid Benstiti, a retenu 27 éléments (23 joueuses de champ et 4 gardiennes de but), évoluant dans le championnat local, "dans le but de leur offrir l'opportunité de démontrer leurs capacités techniques et physiques, en vue d'une éventuelle intégration au sein de la sélection nationale A lors des prochains rendez-vous", souligne la FAF. Le programme de ce stage, étalé sur cinq



jours, comprend l'organisation de deux matchs d'application. Le premier opposera la sélection nationale à l'Association d'Alger-Centre, lundi (16h00) au stade Mustapha-Tchaker de Blida, tandis que le second est prévu face au CR Belouizdad, mercredi (16h00), au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger).

La sélection algérienne prendra part pour la 7^e fois de son histoire à la phase finale de la CAN, et la deuxième fois de rang, après celle de 2024, qui a vu les joueuses du coach national, Farid Benstiti, réaliser une performance historique, en atteignant les quarts de finale, avant de s'incliner devant le Ghana (0-0, aux t.a.b : 2-4).



LIVERPOOL

SALAH, SLOT APPELLE AU CALME

Arne Slot est revenu sur la gestion de Mohamed Salah (33 ans, 21 matchs et 5 buts toutes compétitions cette saison), quelques semaines après les critiques publiques de l'attaquant égyptien avant son départ à la CAN. À l'époque, le Pharaon avait affiché son agacement après avoir été laissé sur le banc à trois reprises consécutives, alimentant même les rumeurs d'un possible départ dès ce mercato hivernal. Interrogé sur l'éventualité de se passer à nouveau de son joueur, l'entraîneur de Liverpool a tenu un discours apaisant. "Je trouve toujours cela difficile de laisser un joueur de côté, et encore plus un joueur qui a tant apporté à ce club, a confié le coach des Reds face aux journalistes. Mais une partie de mon travail consiste à prendre la décision que j'estime la meilleure pour l'équipe."

Une réponse mesurée, dans un contexte où la relation entre les deux hommes avait semblé se tendre avant le départ de Salah en sélection.

MAN CITY
GUARDIOLA
ADOUBE
ARSENAL

Pep Guardiola a désigné Arsenal comme la référence actuelle du football mondial. À la veille du déplacement de Manchester City à Wolverhampton, l'entraîneur espagnol a encensé les Gunners en conférence de presse, alors que son équipe tente de rester au contact en Premier League. "C'est la meilleure équipe au monde actuellement. Regardez la Ligue des Champions, la Premier League, la FA Cup et la Carabao Cup. Espérons que nous pourrions nous rapprocher d'eux et qu'ils nous donneront une chance de les battre", a lancé le manager catalan.

ATLETICO
ALMADA
RÉPOND AUX
RUMEURS

Seulement remplaçant dans les plans de Diego Simeone, Thiago Almada (24 ans, 12 apparitions et 2 buts en Liga cette saison) fait l'objet de nombreuses rumeurs. Le milieu de l'Atletico Madrid est annoncé sur le départ en direction de Galatasaray ou encore Palmeiras. Des informations démenties par l'international argentin.

"Il y a eu pas mal de rumeurs. Mais je suis resté très calme, j'ai fait mon travail au club, j'ai essayé de montrer à l'entraîneur que je voulais rester et je pense qu'il est clair que je vais continuer à l'Atletico", a corrigé l'ancien Lyonnais auprès du média AFA Estudio.

AL
GHARAF
SERGIO
RICO VA
RÉSILIER

Sergio Rico (32 ans) pourrait prochainement quitter le Qatar. Selon Marca, l'ancien gardien du Paris Saint-Germain est sur le point de résilier son contrat avec Al Gharafa, un peu plus d'un an après son arrivée dans le championnat qatari.

Le portier espagnol n'aurait pas été inscrit pour disputer la Ligue des Champions asiatique et attendrait toujours le versement de plusieurs salaires impayés. Lassé par la situation après de nombreuses relances restées sans effet, le portier se dirigerait vers une résiliation unilatérale et pourrait se retrouver libre dans les prochains jours.

INTER
CHIVU SOUTIENT
LUIS HENRIQUE

Soirée cauchemar pour Luis Henrique (24 ans, 17 matchs en Serie A cette saison). Titularisé face à Pise (6-2) vendredi en Serie A, le piston droit de l'Inter Milan a été remplacé dès la 34e minute alors que son équipe était menée 0-2. Sorti sous les sifflets, l'ancien Marseillais a vu ses coéquipiers inverser la tendance sans lui. Un scénario difficile à encaisser pour le Brésilien défendu par son entraîneur Cristian Chivu. "Je le

défends parce que c'est notre patrimoine et c'est juste de le faire pour tout ce qu'il a montré ces deux derniers mois malgré les étiquettes et les rumeurs autour de lui, a réagi le coach des Nerazzurri. Les supporters sont probablement conditionnés par ce qu'ils lisent et ce qu'ils voient sur les réseaux sociaux. Ils ne pardonnent rien, ce n'est pas juste. Un garçon en difficulté a besoin d'aide et de soutien. Les supporters ont le droit de faire ce qu'ils veulent, c'est vrai. Mais il faut le soutenir parce qu'il fait partie du groupe. Il y a des erreurs, mais il ne faut pas siffler à la première erreur." Davantage utilisé depuis la blessure de Denzel Dumfries en novembre, Luis Henrique vit quand même une première saison difficile à l'Inter.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWSDirecteur général
Benzine Lamine

Gérant

Fayçal Laouar

Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger - TÉL : 028.05.33.32 »

FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz - SITE : http://www.dknews.dz

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 FAX : 028.05.31.61 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

29^e SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES ARABES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'INFORMATION

L'Algérie expose sa vision au Conseil des ministres arabes des télécommunications au Caire

L'Algérie a réaffirmé, au Caire, sa volonté de s'imposer comme un acteur central de la transformation numérique et de la souveraineté technologique dans l'espace arabe, à l'occasion de la 29^e session du Conseil des ministres arabes des télécommunications et de l'information.



Par Abed Meghit

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, y a pris part aux côtés de ses homologues arabes, dans un contexte marqué par des mutations technologiques rapides et des enjeux stratégiques croissants liés à la numérisation, à l'intelligence artificielle et à la cybersécurité.

Dans son allocution, le ministre algérien a mis en avant l'expérience nationale en matière de transformation technologique, soulignant que celle-ci s'inscrit dans une vision globale impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Cette vision repose sur la construction progressive d'une infrastructure numérique robuste, inclusive et souveraine, capable de répondre aux besoins de développement économique, de modernisation de l'administration et d'amélioration du service public.

Sid Ali Zerrouki a détaillé les efforts consentis par l'Algérie pour renforcer son interconnexion au réseau international des télécommunications, élargir l'accès à l'internet fixe très haut débit et accélérer la généralisation de la fibre optique à travers l'ensemble du territoire national.

Ces chantiers structurants visent à réduire la fracture numérique, à favoriser l'égalité d'accès aux services numériques et à créer un environnement propice à l'innovation et à l'économie de la connaissance.

Le ministre a également rappelé le lancement du réseau de la cinquième génération de téléphonie mobile, la 5G, conforme aux standards internationaux les plus exigeants.

Cette avancée technologique constitue, selon lui, un levier stratégique pour accompagner la transformation des secteurs productifs, soutenir les start-up technologiques et renforcer la compétitivité de l'économie nationale.

À cela s'ajoutent la réalisation de projets de centres de données de grande capacité et de centres dédiés à l'intelligence artificielle, destinés à soutenir la souveraineté numérique et à valoriser les données nationales dans un cadre sécurisé.

L'accent a également été mis sur le développement des compétences humaines, à travers la création de centres de formation et de développement des compétences au profit des jeunes.

Ces structures visent à préparer une nouvelle génération de talents capables de maîtriser les technologies émergentes et de contribuer activement à la transition numérique du pays.

Dans le même esprit de modernisation, Sid Ali Zerrouki a évoqué les réformes engagées dans le secteur postal, visant à transformer Algérie Poste en une entreprise moderne, performante et orientée vers le numérique.

L'introduction de nouvelles solutions digitales et l'amélioration des services offerts aux citoyens s'inscrivent dans une démarche globale d'amélioration de la qualité du service public et de renforcement de la confiance des usagers.

Sur le plan de la gouvernance numérique, le ministre a rappelé l'initiative algérienne de la « Déclaration d'Alger » sur les plateformes numériques équitables, sûres et responsables, adoptée lors du Sommet ministériel organisé en décembre 2025 à l'occasion de la Journée africaine des télécommunications.

Il a estimé que cette Déclaration constitue une référence stratégique susceptible d'inspirer l'espace arabe, notamment en matière d'ancrage des principes de souveraineté numérique, de protection des données et de régulation équilibrée des plateformes.

Dans ce cadre, Sid Ali Zerrouki a insisté sur la nécessité d'unifier les positions arabes lors des prochaines échéances internationales, en particulier celles de l'Union internationale des télécommunications.

Il a souligné l'importance d'une coordination renforcée autour des questions d'actualité liées à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité et à l'économie numérique, afin de défendre les intérêts communs des pays arabes face aux grands acteurs mondiaux du numérique.

En conclusion de son intervention, le ministre a réaffirmé la position constante de l'Algérie en soutien à la cause palestinienne, saluant les recommandations issues des instances pertinentes du Conseil, qui reflètent, selon lui, l'esprit de solidarité arabe et l'attachement aux causes justes.

Cette prise de position s'inscrit dans la continuité de la diplomatie algérienne, fondée sur la défense des droits des peuples et la promotion d'un ordre international plus équitable.

ÉDITORIAL DKNEWS DU JOUR

Intempéries : quand la mobilisation de l'État sauve des vies humaines

Les récentes intempéries qui ont frappé plusieurs wilayas du pays ont rappelé, avec force, la vulnérabilité de certains territoires face aux aléas climatiques, mais aussi la capacité de l'État à se mobiliser rapidement pour protéger les citoyens et limiter les conséquences humaines et matérielles de ces catastrophes naturelles.

Des pluies diluviennes, parfois accompagnées de crues soudaines et de glissements de terrain, ont mis à rude épreuve des localités entières, exposant des familles à des situations d'urgence extrême.

Sur instructions directes du chef de l'État, l'ensemble des structures gouvernementales concernées ont été immédiatement mobilisées afin d'assurer une prise en charge rapide, coordonnée et efficace des populations sinistrées.

Dès les premières heures, les autorités locales, appuyées par les services centraux, ont procédé à une évaluation minutieuse de la situation sur le terrain afin de mesurer l'ampleur des dégâts et d'identifier les priorités d'intervention.

Cette démarche a permis de déclencher sans délai des mesures d'urgence adaptées à chaque zone touchée.

La protection des vies humaines a constitué la priorité absolue de cette mobilisation.

Des dispositifs de secours ont été renforcés, tandis que les équipes de la Protection civile ont été déployées massivement pour porter assistance aux personnes en danger, évacuer les zones à risque et sécuriser les habitations menacées.

Parallèlement, des convois de solidarité ont été mis en mouvement pour venir en aide aux familles affectées, comprenant des denrées alimentaires de première nécessité, des couvertures, des médicaments et d'autres équipements essentiels destinés à renforcer la résilience des ménages touchés.

Dans ce contexte de crise, le maintien en état de fonctionnement continu des structures vitales a revêtu une importance stratégique.

Les hôpitaux et les établissements de santé ont fait l'objet d'une attention particulière afin de garantir la continuité des soins et l'accueil des blessés dans des conditions optimales.

De même, les infrastructures de communication, notamment les routes et les ponts, ont été placées au cœur des interventions, leur accessibilité étant indispensable pour permettre l'acheminement rapide des secours et la coordination efficace des différentes équipes engagées sur le terrain.

Cette coordination repose sur un travail conjoint entre plusieurs acteurs clés, parmi lesquels figurent les agents de la Protection civile, le personnel de santé, les services des travaux publics et les autorités locales.

L'utilisation des moyens de transmission et de communication a permis d'assurer une synchronisation permanente des actions, condition essentielle pour une réponse rapide et cohérente face à des situations d'urgence souvent évolutives.

Au-delà de la phase immédiate de secours, les pouvoirs publics ont également engagé des opérations de réhabilitation et, lorsque cela s'avère nécessaire, de remplacement des habitations et des infrastructures endommagées par les inondations ou les glissements de terrain.

Ces actions visent à permettre un retour progressif à une vie normale dans les localités sinistrées, tout en renforçant la sécurité des constructions futures.

Chaque épisode climatique extrême constitue également un rappel de l'importance cruciale de la prévention.

Les autorités réitérent, à cette occasion, la nécessité de renforcer les dispositifs préventifs et de sensibiliser durablement les populations aux risques liés aux intempéries.

Cette approche proactive s'inscrit dans une stratégie nationale plus large, fondée sur l'éducation et la sensibilisation à travers des campagnes de prévention couvrant divers dangers, tels que les incendies, les séismes, les feux de forêt, les risques en milieu balnéaire durant la saison estivale ou encore l'utilisation des détecteurs de monoxyde de carbone. Au final, au-delà des infrastructures et des biens matériels, l'enjeu fondamental demeure la sauvegarde de la vie humaine.

Chaque action engagée, chaque décision prise dans l'urgence ou la prévention, converge vers cet objectif suprême : sauver des vies et protéger les citoyens face aux caprices de la nature.

Abed MEGHIT

SALON INTERNATIONAL DES MINES, DES CARRIÈRES ET DES HYDROCARBURES À N'Djamena, l'Algérie et le Tchad réaffirment la solidité de leurs liens fraternels et stratégiques

La participation de l'Algérie au Salon international des mines, des carrières et des hydrocarbures SEMICA Tchad 2026 a été marquée par un signal politique fort, illustrant la profondeur et la constance des relations algéro-tchadiennes.

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a été reçu en audience par le président de la République du Tchad, le maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, dans un climat empreint de cordialité, de respect mutuel et de fraternité africaine.

Lors de cette rencontre de haut niveau, M. Arkab a transmis au chef de l'État tchadien les salutations fraternelles du président Abdelmadjid Tebboune, accompagnées d'une lettre officielle réaffirmant la volonté ferme de l'Algérie de consolider davantage les relations historiques unissant les deux pays.

Ce message présidentiel souligne l'attachement constant de l'Algérie au renforcement des liens de coopération bilatérale, dans un esprit de solidarité, de partenariat équilibré et de respect

des intérêts mutuels, au service des deux peuples frères. L'audience s'est tenue en présence de plusieurs hauts responsables algériens et tchadiens, témoignant de l'importance stratégique accordée à cette visite.

Y ont notamment assisté l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République du Tchad, le ministre tchadien de l'Industrie, Yahia Bachir, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, ainsi que les PDG du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, et du groupe GICA, Rabeh Guessoum. Cette présence élargie traduit la volonté partagée de donner une dimension opérationnelle et concrète à la coopération bilatérale. À cette occasion, le ministre d'État a exprimé la gratitude de l'Algérie aux autorités tchadiennes pour avoir désigné l'Algérie comme invitée d'honneur du SEMICA Tchad 2026, soulignant que ce choix reflète la profondeur des relations bilatérales, fondées sur la confiance, la solidarité et une vision commune du développement africain.

Il a également mis en avant l'engagement de l'Algérie à accompagner le Tchad dans ses efforts de développement, notamment dans les secteurs

stratégiques des hydrocarbures, des mines et de l'industrie.

De son côté, le président Mahamat Idriss Déby Itno a chargé M. Arkab de transmettre ses salutations fraternelles et sa haute considération au président Abdelmadjid Tebboune, réaffirmant l'engagement du Tchad à renforcer sa coopération avec l'Algérie dans tous les domaines d'intérêt commun. Il a souligné que les relations entre les deux pays reposent sur des bases historiques solides, inspirées des valeurs africaines de fraternité, d'unité et de soutien mutuel.

Le président tchadien a également salué l'expérience algérienne reconnue dans les domaines des hydrocarbures, de la pétrochimie, des mines et de l'industrie, notamment dans la production du ciment, exprimant la volonté de son pays de tirer profit de cette expertise pour renforcer ses capacités nationales.

Cette convergence de vues illustre une dynamique renouvelée de coopération Sud-Sud, tournée vers le partage de compétences, le transfert de savoir-faire et la promotion d'un développement africain autonome et durable

Abed M.